



# Pourquoi et comment végétaliser notre alimentation

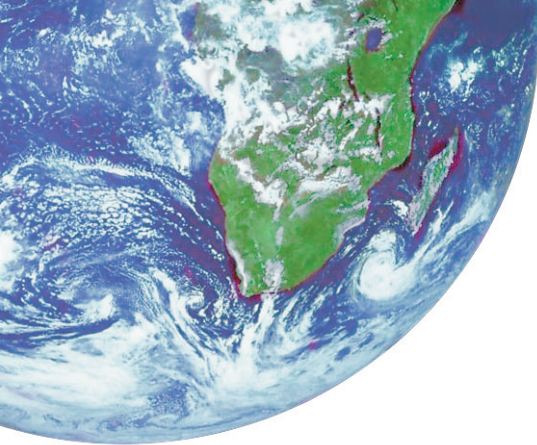
**Consommons-nous trop**  
de produits d'origine animale ?

**Quel impact** sur les êtres humains,  
les animaux et l'environnement ?

**Au menu :**

- ★ L'alimentation en chiffres
- ★ Élevage
- ★ Pêche et aquaculture
- ★ Quelles politiques pour réduire la part des produits d'origine animale dans l'alimentation ?





## Notre alimentation : hier, aujourd'hui, demain

Nous avons pris l'habitude d'organiser nos repas autour d'un morceau de viande ou de poisson, accompagné d'une modeste garniture végétale : légumes, pommes de terre, riz, pâtes. Une habitude dont la généralisation est récente, puisqu'elle date de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Jadis, la viande n'était présente au mieux qu'au repas principal de la journée et, dans la plupart des familles, seulement le dimanche et à des occasions particulières.

Grâce à l'augmentation du niveau de vie et à la baisse relative du prix de la viande, conséquence de la sélection de races plus productives et de l'industrialisation de l'élevage, la viande est devenue quotidienne et même souvent biquotidienne. La consommation des autres produits d'origine animale a suivi le même chemin.

Cette évolution est souvent considérée comme un progrès, notamment sur le plan nutritionnel. Or, on sait aujourd'hui que le niveau actuel de consommation de viande et les modes de production de masse qui le sous-tendent peuvent nuire à la santé. Ces modes d'élevage ont aussi de graves conséquences écologiques ; il en va de même de la surpêche et de l'aquaculture intensive. Notre mode d'alimentation actuel accapare une part excessive de ressources limitées (terre, eau...) au détriment des êtres humains les plus démunis. La généralisation de nos pratiques alimentaires à l'ensemble de l'humanité serait par ailleurs impossible car il faudrait pour cela deux ou trois planètes. Enfin, ce modèle alimentaire a un coût démesuré en termes de souffrance animale, tant par l'augmentation du nombre d'animaux consommés que par les conditions d'existence que leur impose l'élevage intensif.

Réduire notre consommation de produits animaux, ne nuit en rien au plaisir de manger, comme l'ont prouvé des chefs talentueux. Il est indispensable d'orienter les politiques publiques de manière à sortir de l'élevage et l'aquaculture intensifs, de la surpêche et d'habitudes alimentaires néfastes, tout en accompagnant la reconversion des travailleurs affectés par ces évolutions.

### 3 ... Viande, lait, oeufs, poisson Production et consommation

- 4 ... Produits végétaux et produits animaux dans l'alimentation humaine
- 5 ... Viande, lait, oeufs
- 7 ... Pêche, aquaculture

### 9 ... Élevage

- 10 ... Santé
- 11 ... Sous-alimentation
- 13 ... Animaux
- 15 ... Effet de serre et déforestation
- 17 ... Gaspillage et pollution de l'eau
- 19 ... Argent du contribuable

### 21 ... Pêche et aquaculture

- 22 ... La pêche
- 24 ... Les riches prennent aux pauvres
- 25 ... Les animaux aquatiques sont... des animaux
- 26 ... L'aquaculture
- 28 ... Subventions pousse-au-crime et politiques irresponsables
- 29 ... Réduire notre production et consommation d'animaux aquatiques

### 31 ... Quelles politiques pour réduire la part des produits d'origine animale dans l'alimentation ?

- 32 ... Donner la place qu'il mérite au thème de la nécessaire réduction de la production / consommation de produits d'origine animale
- 33 ... Favoriser et accompagner la transition vers une alimentation plus végétale
- 36 ... Pour une politique mondiale de freinage des productions animales

### 37 ... Annexes

- 37 ... Le jeudi végétarien de Gand et autres initiatives du même ordre
- 38 ... Émissions de GES en France

# Viande, lait, oeufs, poisson

## Production et consommation

Quelles quantité de produits d'origine animale consommons-nous ? Quelle est la place de la consommation française dans le monde ?

### 4 ... Produits végétaux et produits animaux dans l'alimentation humaine

4 .... Éléments de comparaison internationale

### 5 ... Viande, lait, oeufs

5 .... Production mondiale de viande

5 .... Consommation de viande par habitant dans le monde

6 .... Production mondiale d'œufs et de lait

6 .... Nombre d'animaux abattus

6 .... Consommation de viande, œufs et laitages par habitant en France

### 7 ... Pêche, aquaculture

7 .... Production mondiale des pêcheries

7 .... Production mondiale de l'aquaculture

7 .... Débouchés des produits de la pêche et de l'aquaculture

8 .... Consommation de poisson par habitant dans le monde

8 .... Consommation de poisson par habitant en France

# Produits végétaux et produits animaux dans l'alimentation humaine

## Éléments de comparaison internationale

Les informations reproduites dans cette section sont tirées des bilans alimentaires de la FAO<sup>1</sup>. Ils concernent l'année 2005 (année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles).

### Disponibilité alimentaire des produits animaux et produits végétaux dans l'apport de protéines

Les données sont exprimées en grammes par personne et par jour.

	Monde	UE	Amériques	Asie	Afrique
Total General	76.2	105.3	92.7	71.2	60.9
Produits Végétaux	46.9	44.0	41.5	48.3	48.0
Produits Animaux	29.3	61.3	51.2	22.8	12.9
Viande	13.4	28.3	29	9.4	5.7
Poisson & Fruits de Mer	4.6	6.7	3.6	4.9	2.5
Oeufs	2.5	3.7	3	2.6	0.6
Lait	7.5	20.6	14.2	4.7	3.4
Produits Animaux / Total	38%	58%	55%	32%	21%

	France	Allemagne	Royaume Uni	Espagne	USA	Inde	Chine
Total General	115.7	98.4	103.7	106.2	116.3	54.6	89.2
Produits Végétaux	42.5	40.0	44.5	38.8	41.2	44.2	56.1
Produits Animaux	73.2	58.4	59.2	67.4	75.1	10.3	33.1
Viande	30.6	26.3	29.2	35.1	42.2	1.8	17.3
Poisson & Fruits de Mer	9.1	4.7	5.6	13	5.4	1.4	6.1
Oeufs	4.5	3.7	3.2	4	4.3	0.5	5.3
Lait	25.2	22.8	19.9	13.8	22.6	6.3	2.3
Produits Animaux / Total	63%	59%	57%	63%	65%	19%	37%

### Disponibilité alimentaire des produits animaux et produits végétaux dans l'apport de calories

Les données sur l'apport d'énergie de l'alimentation sont exprimées en kilocalories par personne et par jour.

	Monde	UE	Amériques	Afrique	Asie
Total General	2781	3471	3256	2407	2649
Produits Végétaux	2306	2458	2506	2232	2254
Produits Animaux	475	1013	750	175	395
Produits Animaux / Total	17%	29%	23%	7%	15%

	France	Allemagne	Royaume Uni	Espagne	USA	Inde	Chine
Total General	3603	3510	3421	3326	3855	2349	2970
Produits Végétaux	2374	2456	2377	2436	2805	2154	2331
Produits Animaux	1229	1054	1044	890	1049	194	639
Produits Animaux / Total	34%	30%	31%	27%	27%	8%	22%

1. Les chiffres proviennent du site FAOSTAT (CDU-BA - Bilans alimentaires), <http://faostat.fao.org/site/368/default.aspx#ancor>  
Pour une information sur la méthodologie utilisée pour établir les bilans alimentaires, voir FAO, *Les bilans alimentaires - Manuel*, <http://www.fao.org/DOCREP/005/X9892F/x9892f03.htm#TopOfPage>

Il ressort de ces tableaux les informations suivantes :

- 1) Il existe une forte inégalité dans les disponibilités alimentaires (toutes denrées confondues) entre les régions du monde. Ainsi, la disponibilité alimentaire en calories pour un habitant de l'Union européenne dépasse de 25% la moyenne mondiale et de 44% celle d'un habitant de l'Afrique.
- 2) La part des produits d'origine animale dans les disponibilités alimentaires est très supérieure à la moyenne mondiale dans les pays développés.
- 3) La France se situe parmi les pays où la disponibilité de produits d'origine animale dans l'alimentation est la plus forte, à la fois en niveau absolu et en part relative, y compris par rapport à des pays de niveau de développement comparable.

## Viande, lait, oeufs

### Production mondiale de viande en millions de tonnes<sup>2</sup>

1950	45
1961	71
1970	101
1980	137
1990	180
2000	234
2008	280

### Production mondiale de viande

La production mondiale de viande a plus que quintuplé entre 1950 et 2000 et la croissance se poursuit depuis cette date à un rythme très soutenu.

Selon des projections de la FAO<sup>3</sup>, la production de viande pourrait à nouveau doubler entre 2000 et 2050, de même que la production de lait.

### Consommation de viande par habitant<sup>4</sup> dans le monde

En 2002, la consommation annuelle de viande par habitant atteignait 40 kg en moyenne dans le monde : **80 kg dans les pays développés et 30 kg dans les pays en développement**. La progression de la consommation individuelle a été très forte au cours des dernières décennies, en particulier dans le groupe des pays en développement.

#### Consommation moyenne de viande par an et par habitant en kg

	Ensemble du monde	Pays en développement
1961	21,2	9,2
1970	24,8	11,3
1980	28,1	14,5
1990	31,2	18,8
2002	39,7	28,9

De nos jours, les niveaux de consommation les plus élevés se trouvent dans les pays développés et dans quelques grands pays producteurs d'Amérique latine (Argentine, Brésil). À l'autre extrême, la consommation de viande est basse dans les pays à faible revenu (8,8 kg par habitant et par an en 2002).

La croissance globale de la consommation dans le groupe des pays en développement cache des évolutions très contrastées. C'est le groupe des pays à revenu intermédiaire qui voit la consommation progresser nettement, tandis que dans les pays d'Afrique subsaharienne, la consommation est plus basse en 2002 qu'elle ne l'était

dans les années 1960. L'augmentation de la consommation annuelle de viande par habitant est spectaculaire dans de grandes puissances émergentes.

#### 2. Sources :

- pour l'année 1950 : Staff Writers, « Mankind Benefits from Eating less Meat », *Terra Daily*, 18 avril 2006, [http://www.terradaily.com/reports/Mankind\\_Benefits\\_From\\_Eating\\_Less\\_Meat.html](http://www.terradaily.com/reports/Mankind_Benefits_From_Eating_Less_Meat.html)

- pour les années 1961 à 2008, statistiques consultables en ligne sur FAOSTAT :

<http://faostat.fao.org/site/569/DesktopDefault.aspx?PageID=569#ancor>

#### 3. Citées par Rajendra Pachauri dans « Less Meat, Less Heat », 30 août 2008,

<http://www.alimentation-responsable.com/sites/default/files/pachauri.pdf>

#### 4. Les chiffres de cette section sont tirés de l'annuaire statistique « Earth Trends » du World Resources Institute (les données fournies s'arrêtent à 2002),

[http://earthtrends.wri.org/searchable\\_db/index.php?theme=8&variable\\_ID=193&action=select\\_countries](http://earthtrends.wri.org/searchable_db/index.php?theme=8&variable_ID=193&action=select_countries)

Ces chiffres sont établis à partir de données en poids carcasse. Les quantités effectivement consommées sont donc inférieures de 30 à 40%, puisque les carcasses incluent des parties non consommées (os, tendons...). On utilise ces chiffres plutôt que ceux de la consommation effective, plus difficile à évaluer, car ce sont les seuls pour lesquels on dispose de données pour la plupart des pays du monde et sur de longues périodes. S'ils surestiment les quantités de viande ingérées, ils donnent une évaluation correcte de l'évolution de la consommation dans le temps, et permettent des comparaisons correctes des niveaux relatifs de consommation entre les pays.

### Consommation moyenne de viande par an et par habitant en kg

	1961	1980	2002
Chine	3,8	13,3	52,4
Brésil	27,8	41,3	82,4

Dans les pays développés, à partir des années 1980 ou 1990, les évolutions du niveau de la consommation de viande par habitant sont le plus souvent relativement faibles et, selon les cas, on observe une augmentation ou une diminution.

Pour l'ensemble des pays développés, la consommation annuelle de viande par habitant qui était de 79 kg en 1992, baisse un peu les années suivantes pour remonter à 80 kg en 2002<sup>5</sup>.

### Production mondiale d'œufs et de lait en millions de tonnes<sup>6</sup>

	Œufs	Lait
1961	15	344
1970	20	392
1980	27	465
1990	36	542
2000	55	578
2008	66	694

### Production mondiale d'œufs et de lait

Alors que la production de viande quadruplait entre 1961 et 2008, la production d'œufs connaissait une croissance encore plus forte, tandis que la production de lait doublait.

### Nombre d'animaux abattus

L'augmentation de la production de viande, lait et œufs s'accompagne d'une augmentation plus que proportionnelle du nombre d'animaux élevés et abattus en raison de la progression particulièrement forte de l'élevage de volailles, qui sont des animaux de petite taille.

En 2008, le nombre d'animaux abattus dans le monde pour la consommation alimentaire est estimé à 60 milliards<sup>7</sup>. En France, plus de 1,1 milliards d'animaux ont été abattus en 2008<sup>8</sup>.

### Consommation de viande, œufs et laitages par habitant en France

« La France fait partie des pays européens dont les habitants consomment le plus de viande, beurre, fromage et œufs<sup>9</sup> ». La consommation annuelle de viande était de 96 kg par habitant en 2007.

La consommation de viande a connu une certaine diminution dans la dernière décennie. La demande de viande bovine est orientée à la baisse depuis les années 80 ; le même mouvement

#### Consommation par habitant et par an en kg<sup>10</sup>

	1980	1990	2000	2006	2007
Total viande	104,3	106,2	99,5	94,7	96,0
Viande bovine	33,0	29,8	25,7	26,1	26,2
Viande porcine	33,8	37,1	36,0	34,3	34,7
Volaille	16,7	21,8	24,8	23,5	24,4
Lait et yaourts nature	77,2	74,1	76,8	67,6	66,9
Autres laitages frais	15,1	26,9	35,1	37,9	38,2
Beurre	9,4	8,8	8,7	7,8	7,9
Fromage	18,7	22,8	24,7	23,5	23,6
Oeufs	14,7	14,9	15,5	n.d.	n.d.

touche, plus faiblement et plus récemment, la viande de porc, tandis que la consommation de viande de volaille connaît une hausse quasi-ininterrompue. Si la consommation de lait et de beurre a baissé ces dernières années, celle de fromage se maintient, tandis que la consommation d'autres produits laitiers frais (yaourts aromatisés, crème fraîche, desserts lactés, fromages frais) augmente fortement.

5. Source : World Resources Institute, Earth Trends.

6. Source : statistiques consultables en ligne sur FAO-STAT, <http://faostat.fao.org/site/569/DesktopDefault.aspx?PageID=569#ancor>

7. Source : R. Pachauri, *op. cit.*

8. 1,114 milliard en 2008, en ajoutant les données fournies sur ces deux pages d'Agreste :

- <http://agreste.maapar.lbn.fr/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=7375>

- <http://agreste.maapar.lbn.fr/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=7376>

Ce total se répartit entre les bovins (environ 5 millions), porcins (environ 26 millions), caprins (environ 1,1 million), ovins (environ 7 millions) et volailles et lapins (plus d'un milliard).

9. Agreste, « GraphAgri 2009 », p. 79, [http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/file/Gaf09p075-079\(1\).pdf](http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/file/Gaf09p075-079(1).pdf)

10. Agreste, « GraphAgri 2009 », p. 79.

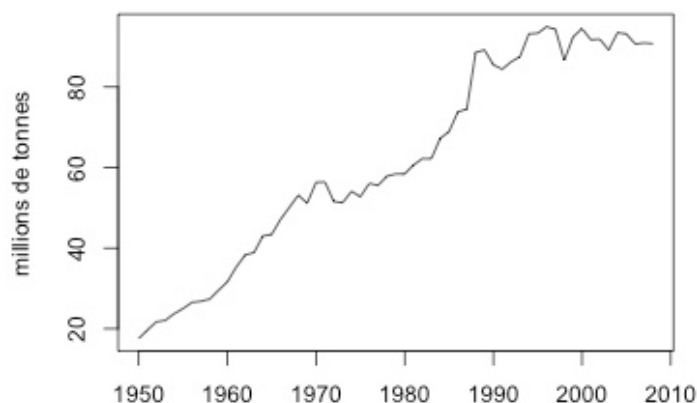
## Pêche et aquaculture

### Production mondiale des pêcheries

En 1950, la production mondiale des pêcheries était de 17,5 millions de tonnes. En 1995, elle atteignait 93,3 millions de tonnes, soit plus de 5 fois plus. Depuis cette date, les prises fluctuent autour de ce niveau, bien que les capacités de pêche ne cessent de croître.

*Production des pêcheries en millions de tonnes<sup>11</sup>*

1950	17,5
1960	31,6
1970	56,3
1980	58,4
1990	85,4
2000	94,5
2005	93,1
2008	90,7

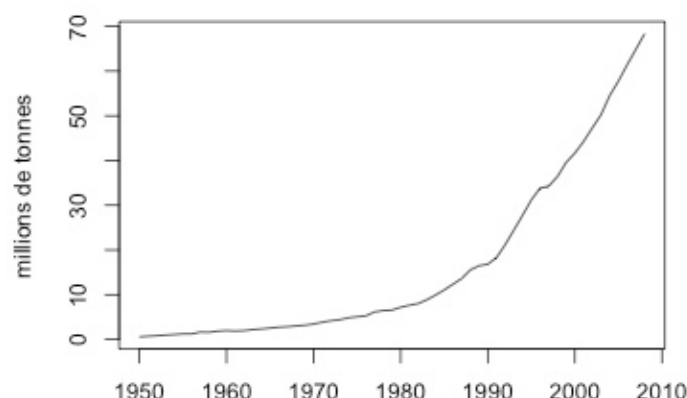


### Production mondiale de l'aquaculture

Insignifiante en 1950, la production mondiale de l'aquaculture a connu une croissance vertigineuse, ininterrompue jusqu'à nos jours.

*Production de l'aquaculture en millions de tonnes<sup>12</sup>*

1950	0,6
1960	2,0
1970	4,4
1980	7,2
1990	16,8
2000	41,7
2008	68,3



En 2006, l'aquaculture a fourni 76% de la production mondiale de poissons d'eau douce, 70% des crevettes et bouquets, 65% des mollusques et poissons diadromes, 42% des crustacés.

En 2006, 89,5% de la production mondiale aquacole (en tonnes) a été réalisée en Asie, dont 67% en Chine. La part de l'Europe dans la production mondiale est de 4,2% en quantité et de 9,1% en valeur.

### Débouchés des produits de la pêche et de l'aquaculture

La production aquacole est presque exclusivement destinée à l'alimentation humaine, tandis qu'une part non négligeable de la production des pêcheries, transformée en farines et huiles de poissons, va à d'autres usages.

En 2006, la production totale (pêche + aquaculture) s'est élevée à 143,6 millions de tonnes, dont 92 millions de tonnes pour la pêche et 51,6 millions de tonnes pour l'aquaculture (plantes aquatiques non comprises). Sur ce total, 110,4 millions de tonnes sont allés à l'alimentation humaine<sup>13</sup> (soit 77% de la production). Les farines de poisson et la majeure partie des huiles servent à l'alimentation animale. Les farines entrent dans la composition des aliments pour animaux d'élevage.

11. Source : statistiques en ligne de la FAO, <http://www.fao.org/fishery/capture/fr>

12. Source : statistiques en ligne de la FAO, <http://www.fao.org/fishery/aquaculture/fr>

13. Source : FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 2008, p.3, <http://www.fao.org/docrep/011/i0250f/i0250f00.htm>.

vage terrestres, principalement les porcs et les volailles. Elles sont également utilisées dans l'élevage aquacole pour alimenter les animaux carnivores tels que les saumons, crevettes et daurades. En 2007, 85% de la production d'huile de poissons a été utilisée par l'aquaculture, principalement pour l'alimentation des salmonidés<sup>14</sup>.

L'aquaculture fournit aujourd'hui presque la moitié du poisson<sup>15</sup> utilisé pour l'alimentation humaine.

## Consommation de poisson<sup>16</sup> par habitant dans le monde

### Approvisionnements totaux et par habitant en poissons de consommation par continent et par groupement économique en 2005<sup>17</sup>

	Total des approvisionnements alimentaires Millions de tonnes en équivalent poids vif	Approvisionnement alimentaire par habitant (kg/an)
Monde	107,7	16,4
Monde Chine exclue	73,4	14,0
Afrique	7,6	8,3
Amérique du Nord et centrale	9,8	18,9
Amérique du Sud	3,1	8,4
Chine	33,6	26,1
Asie	70,5	17,9
Asie (Chine exclue)	36,9	13,9
Europe	15,2	20,8
Océanie	0,8	24,5
Pays industrialisés	27,5	29,3
Economies en transition	4,1	12,3
PFRDV <sup>18</sup> (Chine exclue)	23,8	8,3
Pays en développement sauf PFRDV	17,6	16,2

La consommation de poisson par habitant connaît de fortes disparités selon les régions du monde. C'est dans les pays développés qu'elle est la plus élevée (presque le double de la moyenne mondiale) ainsi qu'en Chine. Elle est basse dans les pays à faibles revenus et en Amérique du Sud.

Sur un demi-siècle, la croissance rapide de la consommation mondiale globale s'explique moins par la croissance démographique que par l'augmentation de la consommation individuelle. Ainsi, la consommation mondiale de poisson par habitant et par an est-elle passée de 9 kg en 1961 à 16,5 kg en 2003<sup>19</sup>.

## Consommation de poisson par habitant en France

En France, la consommation annuelle de poisson<sup>20</sup> par habitant était de 35,2 kg en 2005 contre 18 kg en 1961<sup>21</sup>. Elle est restée à peu près stable au cours de la dernière décennie.

### Disponibilités alimentaires de poisson par habitant en France (en kg par an)

1961	1970	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005
18,00	20,63	24,85	32,01	30,78	33,60	33,85	33,96	33,39	35,2

14. Source : FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 2008, p.63.

15. « Poisson » doit être compris au sens large « d'animaux aquatiques » : poissons, mollusques, crustacés.

16. « Poisson » au sens large « d'animaux aquatiques ». Comme pour la viande, il s'agit d'une consommation apparente qui surestime la consommation réelle puisqu'elle est calculée à partir du total des approvisionnements en équivalent poids vif à la sortie de l'eau, divisé par le nombre d'habitants. Néanmoins, la consommation apparente fournit une évaluation correcte de l'évolution de la consommation dans le temps et des différences de niveaux de consommation selon les régions du monde.

17. Source : FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 2008, p.67.

18. Pays à faible revenu et à déficit vivrier.

19. Source : FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 2006, <http://www.fao.org/docrep/009/a0699f/A0699F06.htm#6.1.2>

20. « Poisson » au sens large « d'animaux aquatiques ».

21. Source : FAOSTAT-Consommation, <http://faostat.fao.org/site/610/default.aspx#ancor>



# Du côté de l'élevage

L'élevage a connu une croissance très rapide au cours des dernières décennies. La consommation n'a pas cessé d'augmenter elle aussi. Cette expansion a des conséquences négatives lourdes sur l'environnement, sur les animaux, sur la santé publique et sur des populations humaines démunies.

## 10 ... Santé publique

- 10 ... Élevage industriel et santé publique
- 10 ... Surconsommation de viande et santé

## 11 ... Sous-alimentation

- 11 ... Plus d'un milliard d'humains sous-alimentés
- 11 ... L'élevage détourne des ressources nécessaires à l'alimentation humaine
- 12 ... Terres agricoles en France
- 12 ... L'élevage : un gaspillage

## 13 ... Animaux

- 13 ... Élevage intensif : une écrasante majorité
- 14 ... Mortalité en élevage
- 14 ... Transportés sur de longues distances
- 14 ... Abattus à la chaîne
- 14 ... Agir aussi pour les animaux

## 15 ... Effet de serre et déforestation

- 15 ... Élevage et émissions de GES
- 15 ... Élevage et déforestation
- 16 ... Les pâturages et les puits de carbone en France
- 16 ... Lutter contre le réchauffement par son alimentation

## 17 ... Gaspillage et pollution de l'eau

- 17 ... Gaspillage d'eau
- 17 ... Pollution des eaux
- 18 ... Pluies acides
- 18 ... Et en France ?

## 19 ... Argent du contribuable

- 19 ... Les aides européennes
- 20 ... Les aides nationales
- 20 ... Les aides invisibles

## Santé publique

Les élevages d'animaux et la consommation de produits animaux sont indissociables. Or, les deux contribuent chacun à leur manière à aggraver notre fardeau sanitaire.

### Élevage industriel et santé publique

L'élevage est en soi un facteur de risque pour la santé publique. Les systèmes industriels de production sont depuis longtemps la norme dans les pays développés et deviennent de plus en plus répandus dans les pays en développement. Le nombre énorme d'animaux élevés en confinement, dotés d'une variabilité génétique très pauvre, et soumis à une croissance rapide, crée des **conditions idéales pour l'émergence et la propagation de nouveaux pathogènes**.

Il n'y a jamais eu de « grippe légumineuse », ni de « grippe épinard » ou de « maladie du petit pois fou »... Par contre, les systèmes modernes d'élevage sont des incubateurs à virus, listeria monocytogènes, salmonelles, campylobacters, E. coli, et autres promoteurs de « gripes » en tout genre. Comme l'indique un rapport de la FAO<sup>1</sup> : « *il n'est pas surprenant que les trois-quarts des nouveaux pathogènes ayant affecté les humains dans les dix dernières années proviennent des animaux ou des produits animaux* ».

L'EFSA (Agence européenne de sécurité alimentaire) a publié en 2008 un rapport alertant sur la présence significative de campylobacter et de salmonelles dans les volailles<sup>2</sup>. Un autre rapport de l'EFSA, paru en 2009, évalue la présence de résidus de produits vétérinaires et autres substances chez les animaux vivants et leurs produits dérivés<sup>3</sup>.

### Surconsommation de viande et santé<sup>4</sup>

En France, nos pratiques culturelles poussent à avoir chaque jour dans les repas, une proportion considérable de produits d'origine animale et à craindre d'inverser la tendance par peur de perdre le plaisir gustatif et la santé.

Pourtant, la surconsommation de viande a pour effet d'augmenter la prévalence des affections suivantes : cancers (colon, prostate), maladies cardio-vasculaires, hypercholestérolémie, obésité, hypertension, ostéoporose, diabète (type 2), altération des fonctions cognitives, calculs biliaires, polyarthrite rhumatoïde et sans doute bien d'autres<sup>5</sup>. En France, plus de 200 000 personnes sont atteintes chaque année de maladies d'origine alimentaire et, dans l'immense majorité des cas, du fait de la consommation de produits animaux<sup>6</sup>.

De plus, contrairement à une idée reçue, les produits animaux ne sont pas indispensables à la santé humaine. La position conjointe des diététiciens américains et canadiens, émise en 2003, a formulé un bon résumé de cette réalité. Ces deux organisations, qui regroupent 70 000 diététiciens, ont endossé le fait que « *les régimes végétariens (y compris le végétalisme) menés de façon appropriée, sont bons pour la santé, adéquats sur le plan nutritionnel et bénéfiques pour la prévention et le traitement de certaines maladies*<sup>7</sup> ». Cette position de l'Association américaine de diététique a été réaffirmée en 2009<sup>8</sup>. Il apparaît donc possible de réduire notre consommation de viande sans risque pour la santé pour autant qu'on prenne soin de manger varié, équilibré et en quantité suffisante.

- 
1. J. Otte et alii, *Industrial Livestock Production and Global Health Risks*, FAO, juin 2007, p.2.
  2. EFSA, *Analyse de référence de l'étude de la prévalence de Campylobacter dans des lots de poulets de chair et de Campylobacter et Salmonella sur des carcasses de poulets de chair dans l'Union européenne*, 2008 <http://www.efsa.europa.eu/fr/scdocs/scdoc/1503.htm>
  3. EFSA, *Report for 2008 on the results from the monitoring of veterinary medicinal product residues and other substances in food of animal origin in the Member States*, 2009, <http://www.efsa.europa.eu/fr/scdocs/scdoc/1559.htm>
  4. Sur ce point, on peut consulter notamment :
    - Fabrice Nicolino, *Bidoche*, LLL, 2009, chapitre 11
    - Position officielle de l'Association américaine de diététique et des diététiciens du Canada au sujet de l'alimentation végétarienne. Une traduction de la version 2003 de ce document est disponible <http://www.alimentation-responsable.com/sites/default/files/position-AAD.pdf>. Voir pp. 9-11.
  5. Reuters, « Manger moins de viande est bon pour le climat et pour la santé », L'Express.fr, 25 novembre 2009. [http://www.lexpress.fr/actualites/2/manger-moins-de-viande-est-bon-pour-le-climat-et-pour-la-sante\\_831053.html](http://www.lexpress.fr/actualites/2/manger-moins-de-viande-est-bon-pour-le-climat-et-pour-la-sante_831053.html)
  6. Institut de veille sanitaire, *Morbidité et mortalité dues aux maladies infectieuses d'origine alimentaire en France*, juin 2003 [http://www.invs.sante.fr/publications/2004/inf\\_origine\\_alimentaire/index.html](http://www.invs.sante.fr/publications/2004/inf_origine_alimentaire/index.html)
  7. *Op.cit.* (note 4), p. 1
  8. <http://www.alimentation-responsable.com/position-ADA-2009>

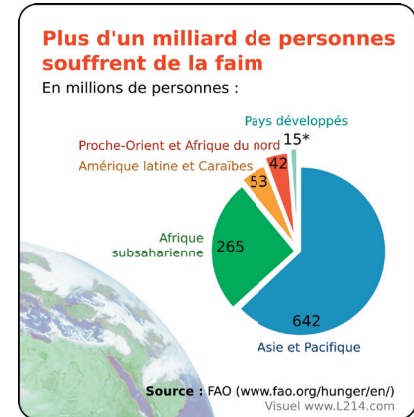
## Sous-alimentation

Le production animale actuelle passe de plus en plus des bovins et autres ruminants, qui brouettent l'herbe et mangent du fourrage, aux porcs et aux volailles engraisés par des régimes alimentaires à base d'aliments concentrés, souvent importés d'autres régions du pays ou de l'étranger<sup>1</sup>. Par ailleurs, les bovins peuvent eux aussi être alimentés par du maïs-fourrage, des céréales et des tourteaux d'oléagineux.

### Plus d'un milliard d'humains sous-alimentés

Dans un rapport<sup>2</sup> rendu public le 14 octobre 2009, la FAO estimait à 1,02 milliard le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, avec la répartition géographique ci-contre.

La malnutrition affecte un enfant sur trois dans les pays en développement. Elle réduit la résistance des enfants aux maladies, provoque des handicaps mentaux et physiques et accroît leur mortalité<sup>3</sup>.



### La faim progresse dans le monde

En novembre 1996, le sommet mondial pour l'alimentation tenu à Rome sous l'égide de la FAO<sup>4</sup> proclamait la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement rassemblés à cette occasion de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées à l'horizon 2015.

Aujourd'hui, on ne peut qu'être pessimiste sur les chances de voir cet objectif atteint puisque, loin de régresser, la sous-alimentation frappe des populations de plus en plus nombreuses.

En 1995-97, 825 millions de personnes souffraient de la faim. En 2000-2002, elles étaient 857 millions<sup>5</sup>, et aujourd'hui plus d'un milliard.

Cette situation relève de causes multiples. L'emprise de l'élevage sur des ressources naturelles limitées constitue sans nul doute l'une d'entre elles.

### L'élevage détourne des ressources nécessaires à l'alimentation humaine

33% des terres cultivables de la planète sont utilisées à produire l'alimentation des animaux d'élevage ; 26% de la surface des terres émergées non couvertes par les glaces est employée pour le pâturage<sup>6</sup>.

Au total, ce sont 70% des terres à usage agricole qui, directement ou indirectement, sont consacrées à l'élevage<sup>7</sup>.

35,5% du volume des céréales produites dans le monde sert à nourrir les animaux d'élevage<sup>8</sup>.

La production mondiale de soja, en expansion très rapide<sup>9</sup>, est principalement destinée à l'alimentation animale<sup>10</sup>. Tant les céréales que le soja sont des denrées hautement nutritives, directement consommables par les humains. Les affecter à l'alimentation animale constitue un détour de production particulièrement inefficace.

#### L'élevage emploie :



Source : FAO *Livestock's long shadow* : <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e07.pdf>

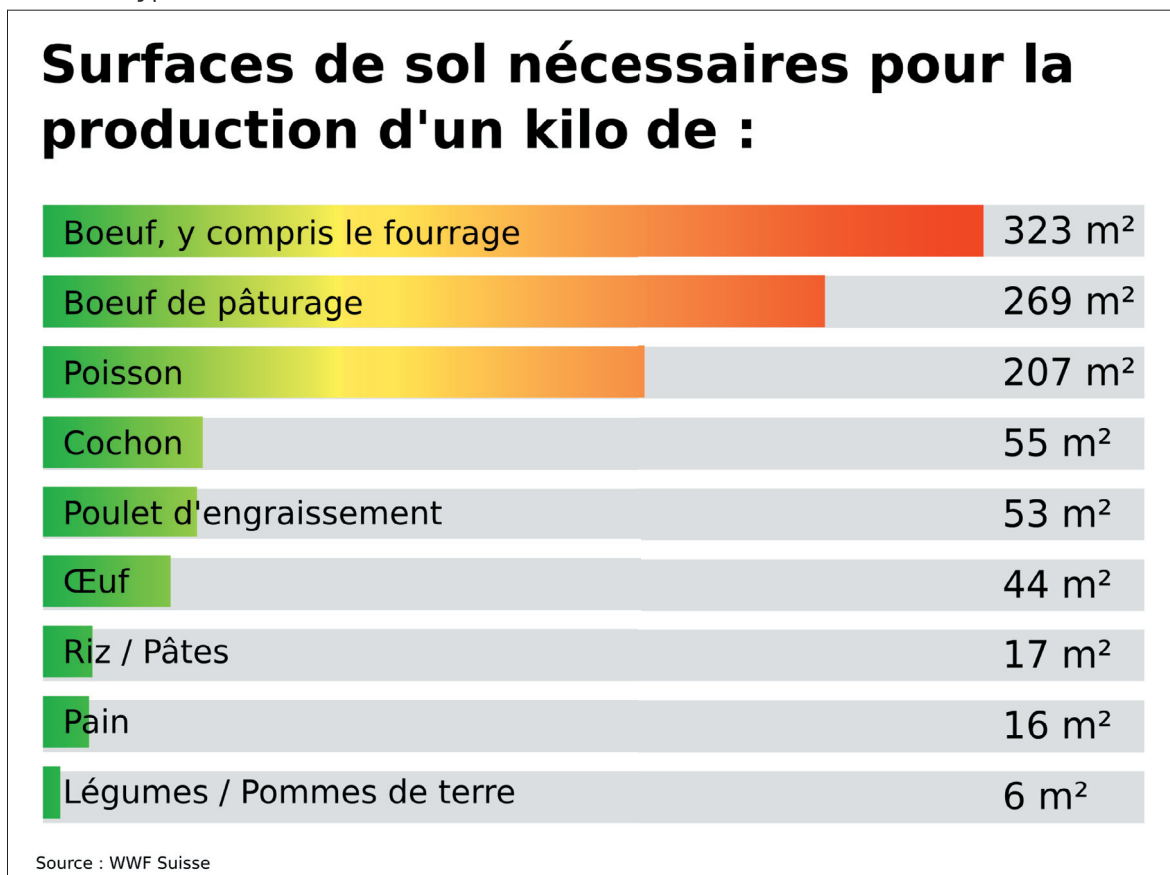
1. FAO, *Le rôle de l'élevage dans la pollution des terres, de l'eau et de l'atmosphère*, <http://www.fao.org/agriculture/lead/themes0/pollution/fr/>
2. Communiqué de presse : <http://www.fao.org/news/story/en/item/36207/icode/>  
Texte intégral du rapport : <http://www.fao.org/docrep/012/i0876e/i0876e00.htm>
3. <http://www.worldhunger.org/articles/Learn/world%20hunger%20facts%202002.htm>
4. [http://www.fao.org/wfs/index\\_fr.htm](http://www.fao.org/wfs/index_fr.htm)
5. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/i0876e/i0876e05.pdf>
6. FAO, *Livestock Long Shadow*, 2006, p. 271, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e07.pdf> Une traduction française de ce rapport a été publiée en 2009 : FAO, *L'ombre portée de l'élevage*, <http://www.fao.org/docrep/012/a0701f/a0701f00.htm>
7. *Op.cit.*, p. xxi.
8. En 2007, World Resources Institute, *Earth trends, Agriculture & food*, [http://earthtrends.wri.org/searchable\\_db/index.php?theme=8](http://earthtrends.wri.org/searchable_db/index.php?theme=8)
9. La production mondiale de soja était de 81 millions de tonnes en 1980 (<http://www.crbrtrader.com/fund/articles/soybeans.asp>). Elle atteint 220 millions de tonnes en 2007. [http://www.soystats.com/2008/page\\_30.htm](http://www.soystats.com/2008/page_30.htm)
10. Sur 220 millions de tonnes produites, 144 sont utilisées à l'alimentation animale.  
(« Soja », Wikipedia, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Soja#Utilisation>)

## Terres agricoles en France

Les terres agricoles françaises sont accaparées par les animaux d'élevage : 2/3 des terres agricoles sont destinées à l'alimentation animale, que ce soit en pâturages ou en cultures de plantes pour l'alimentation des animaux<sup>11</sup>. L'alimentation animale est par exemple aujourd'hui le principal débouché industriel des céréales françaises : elle en consomme 11 millions de tonnes, ce qui représente 50% des utilisations en France<sup>12</sup>. Par ailleurs, la France importe des tourteaux de soja, principalement du Brésil et d'Argentine, contribuant ainsi à la déforestation en Amérique latine et aux problèmes sociaux liés au développement des grandes cultures intensives au détriment des petits paysans. Avec 4,5 millions de tonnes de soja importés chaque année, la France est le premier importateur européen : 22% du soja exporté par le Brésil lui est destiné<sup>13</sup>. Le soja d'importation destiné à l'alimentation est en grande partie génétiquement modifié<sup>14</sup>.

## L'élevage : un gaspillage

Le tableau ci-dessous<sup>15</sup>, établi par WWF, compare les surfaces nécessaires pour produire un kilo de différents types d'aliments :



Un rapport de la FAO<sup>16</sup> de 1992 indiquait que les animaux sont de piètres convertisseurs d'énergie en alimentation humaine : si on les nourrit avec des céréales, ils ingèrent en moyenne 7 kcal pour en restituer une sous forme de viande (3 kcal pour les poulets, 16 kcal pour les bovins).

Le président du GIEC, Rajendra Pachauri, illustre d'une autre façon cette inefficacité : il faut 7 à 10 kg de végétaux pour faire 1 kg de viande boeuf, 4 à 5,5 kg pour 1 kg de viande de porc<sup>17</sup>.

11. Mission Climat de la Caisse des Dépôts, *Agriculture et réduction des émissions de gaz à effet de serre*, Note d'étude n°6, septembre 2005, p. 3

[http://www.caissedesdepots.fr/fileadmin/PDF/finance\\_carbone/etudes\\_climat/note6\\_agriculture\\_09\\_2005.pdf](http://www.caissedesdepots.fr/fileadmin/PDF/finance_carbone/etudes_climat/note6_agriculture_09_2005.pdf)

12. Source : Syndicat national des industriels de la nutrition animale, 2005. [http://www.nutritionanimale.org/nourrir\\_ani.asp](http://www.nutritionanimale.org/nourrir_ani.asp)

13. Source : Aurélie Billon, ENESAD ; Emmanuelle Neyroumande, Cyrille Deshayes, WWF-France, « Vers plus d'indépendance en soja d'importation pour l'alimentation animale en Europe – cas de la France », janvier 2009, page 12-13, rapport complet téléchargeable à partir de cette page :

<http://www.wwf.fr/s-informer/dossiers/wwf-france-lutte-contre-la-deforestation-liee-aux-plantations-de-soja-!>. Aucun étiquetage spécifique ne permet au consommateur de repérer les produits obtenus à partir d'animaux nourris avec des OGM.

14. Source : Brest Ouvert, 22 novembre 2004, <http://www.brest-ouvert.net/article1164.html>

15. [http://www.vegetarismus.ch/info/bilder\\_oeko/tableau\\_sol\\_fr.jpg](http://www.vegetarismus.ch/info/bilder_oeko/tableau_sol_fr.jpg)

16. FAO, *Meat and meat products in human nutrition in developing countries*, chapter 1, animal versus plant production, 1992, <http://www.fao.org/docrep/t0562e/T0562E00.htm#Contents>

17. *Less Meat, less heat, Impacts of Livestock on climate change*, août 2008.

<http://www.alimentation-responsable.com/sites/default/files/pachauri.pdf>

## Animaux

Les victimes directes de notre gargantuesque consommation de produits d'origine animale sont les animaux mangés. Il est impossible de produire une telle quantité de viande sans entasser les animaux, les doter de corps difformes à force de sélections génétiques, les adapter de force par des mutilations à des conditions de vie qui limitent drastiquement leurs comportements.

### Élevage intensif : une écrasante majorité

Des hangars immenses, des silos imposants, des dizaines de milliers d'animaux enfermés. Voilà à quoi ressemblent la plupart des fermes professionnelles qui se sont développées depuis les années 70.

EN FRANCE

82% des 719 millions de poulets de chair sont élevés sans accès à l'extérieur<sup>1</sup>

81% des 46 millions de poules pondeuses sont élevées en batterie de cages<sup>2</sup>

99% des 40 millions de lapins sont élevés en batterie de cages<sup>3</sup>

90% des 25 millions de cochons sont élevés sur caillebotis en bâtiments<sup>4</sup>

Si les bovins ont encore souvent un accès à l'extérieur, certains d'entre eux passent aussi leur vie en stabulation.

Les oeufs de poules, de canards ou de dindes, éclosent par milliers dans des armoires à incubation, donnant naissance à des poussins qui cherchent en vain un contact maternel.

### Synchronisés par commodité

La plupart des animaux sont élevés par bandes - tous les animaux d'une bande ont le même âge : naissance, sevrage, engraissement, transport et abattage sont ainsi planifiés et synchronisés.

### Sélectionnés pour la rentabilité

Les souches d'animaux sélectionnées favorisent la prolificité ou la capacité d'engraissement. Ainsi, la souche « poule pondeuse » et la souche « poulet de chair » sont différentes.

Les poussins mâles issus de la souche « pondeuse » sont éliminés par broyage ou gavage au début de leur très courte vie. La filière « foie gras » effectue aussi un sexage en début de vie, les femelles n'étant pas utilisées pour

produire du foie gras en France. C'est ainsi que la majorité d'entre elles sont tuées dès leur premier jour.

### Séparation mère / petits

Pour la production de lait, les vaches, brebis et chèvres sont généralement inséminées chaque année. Les petits auxquels elles donnent naissance leur sont rapidement enlevés. Ces séparations affectent aussi bien les jeunes que leurs mères.



Les truies sont entravées et ne peuvent développer que des relations tronquées avec leurs petits.

### Productivité poussée

Les poules pondeuses pondent aujourd'hui près de 300 oeufs par an contre 60 lorsqu'elles vivent à l'état sauvage<sup>5</sup>. Les truies donnent naissance à 27 petits par an contre 16 en 1970<sup>6</sup>. Les poulets sont abattus à 42 jours contre 80 il y a 20 ans<sup>7</sup>. Ces performances ne sont pas sans dommages pour les animaux.

Les sélections génétiques font apparaître des boîtes notamment chez les poulets de chair et chez les vaches laitières, les uns poussés à produire du muscle au détriment de leurs autres organes, les autres à produire de grandes quantités de lait<sup>8</sup>.

1. Données ITAVI, [http://www.itavi.asso.fr/economie/eco\\_filiere/volailles.php?page=prod](http://www.itavi.asso.fr/economie/eco_filiere/volailles.php?page=prod) et [http://www.itavi.asso.fr/economie/eco\\_filiere/NoteConjonctureChair.pdf](http://www.itavi.asso.fr/economie/eco_filiere/NoteConjonctureChair.pdf)
2. Données ITAVI, [http://www.itavi.asso.fr/economie/eco\\_filiere/NoteConjoncturePonte.pdf](http://www.itavi.asso.fr/economie/eco_filiere/NoteConjoncturePonte.pdf)
3. Données ITAVI, [http://itavi.asso.fr/economie/etudes/etude\\_cunicole2006.pdf](http://itavi.asso.fr/economie/etudes/etude_cunicole2006.pdf)
4. Données INAPORC, <http://www.leporc.com/systemes-elevage-porc-cochons.php>
5. Article 2 de la *Recommandation concernant les poules domestiques (gallus gallus)* adoptée par le Comité permanent le 28 novembre 1995. [http://www.coe.int/t/f/affaires\\_juridiques/coop%E9ration\\_juridique/s%E9curit%E9\\_biologique%2C\\_utilisation\\_des\\_animaux/elevage/Rec%20poules%20F.asp](http://www.coe.int/t/f/affaires_juridiques/coop%E9ration_juridique/s%E9curit%E9_biologique%2C_utilisation_des_animaux/elevage/Rec%20poules%20F.asp)
6. Ifip, *GTTT Évolution des résultats moyens nationaux de 1970 à 2008*, <http://www.ifip.asso.fr/PagesStatics/resultat/pdf/retro/00gttt.pdf>
7. Beaumont, Le Bihan-Duval, Juin, Magdelaine, (ITAVI, INRA), *Productivité et qualité du poulet de chair*, 2004. [http://granit.jouy.inra.fr/productions-animales/2004/Prod\\_Anim\\_2004\\_17\\_4\\_02.pdf](http://granit.jouy.inra.fr/productions-animales/2004/Prod_Anim_2004_17_4_02.pdf)
8. EFSA, *EFSA provides comprehensive advice on pig welfare*, 2007, <http://www.efsa.europa.eu/en/press/news/ahaw071220.htm>  
EFSA, *Scientific Opinion on the overall effects of farming systems on dairy cow welfare and disease*, 2009, [http://www.efsa.europa.eu/EFSA/efsa\\_locale-1178620753812\\_1211902630995.htm](http://www.efsa.europa.eu/EFSA/efsa_locale-1178620753812_1211902630995.htm)

## Mutilés pour cohabiter

Dès le début de leur vie, des mutilations sont pratiquées pour « adapter » les animaux à la claustration, à la surpopulation des élevages ou au goût des consommateurs :

- époinçage des becs ;
- dégriffage des pattes des poules et des canards ;
- coupe des queues ;
- rognage des dents des cochons ;
- écornage des veaux ;
- castration des porcs, des veaux, des chapons.



## Comportements limités

Étendre les ailes, se dresser, fouiner, ronger, explorer, élever ses petits, se déplacer, prendre l'air... la liste des comportements entravés est longue dans la plupart des élevages.

En France, plus de 80% des animaux sont élevés en bâtiments fermés, parqués en cage ou sur des caillebotis sans accès à l'extérieur.

## Mortalité en élevage

De nombreux animaux meurent avant d'avoir atteint l'âge où ils sont abattus. A titre d'exemple, dans les élevages cunicoles, ils sont 25% à trépasser<sup>9</sup> et 20% dans les élevages porcins<sup>10</sup>.

## Transportés sur de longues distances

Les animaux peuvent être transportés sur de longues distances. Les trajets à travers l'Europe restent fréquents. Le chargement, le transport et le déchargement sont de grandes sources de stress pour les animaux. Nombre d'entre eux en meurent. S'il existe un règlement européen en la matière, le rapport de l'office vétérinaire européen dresse un état des lieux mitigé de la situation en France<sup>11</sup>.



## Abattus à la chaîne

Une directive européenne tente de limiter les souffrances inévitables de la mise à mort des animaux. Si des progrès notables ont été réalisés grâce à cette réglementation, les infractions restent nombreuses tant du point de vue de la protection des animaux<sup>12</sup> que du point de vue sanitaire<sup>13</sup>.

## Agir pour les animaux

On reconnaît désormais que les animaux vertébrés, les céphalopodes et divers crustacés éprouvent des sensations et émotions et possèdent des capacités cognitives.

Certains labels, comme le bio ou le Label Rouge, ont des cahiers des charges qui permettent aux animaux de pouvoir exprimer une gamme plus importante de comportements. Avec les niveaux de consommation actuels, il reste toutefois illusoire d'espérer améliorer le sort d'un si grand nombre d'animaux, nécessairement confinés dans des espaces restreints, et « traités » par un nombre réduit de travailleurs. C'est pourquoi diminuer significativement sa consommation de produits animaux est indispensable, tout en se détournant des produits issus de l'élevage intensif. Il est aussi possible d'éviter de contribuer à la souffrance et à la mort des animaux d'élevage en s'abstenant d'en consommer.

9. ITAVI, *Gestion Technico-economique des éleveurs de lapins de chair - Programmes RENACEB et RENALAP - Résultats 2006*, septembre 2007, p. 58. <http://www.itavi.asso.fr/economie/references/synthesegtelapin2006.pdf>

10. Ifip, *GTTT Évolution des résultats moyens nationaux de 1970 à 2008*, <http://www.ifip.asso.fr/PagesStatics/resultat/pdf/retro/00gttt.pdf>

11. *Animal welfare - transport*, Food and Veterinary Office, avril 2009, [http://ec.europa.eu/food/fvo/rep\\_details\\_en.cfm?rep\\_id=2318](http://ec.europa.eu/food/fvo/rep_details_en.cfm?rep_id=2318)

12. *Animal Welfare at Slaughter*, Food and Veterinary Office, février 2007, [http://ec.europa.eu/food/fvo/rep\\_details\\_en.cfm?rep\\_id=1773](http://ec.europa.eu/food/fvo/rep_details_en.cfm?rep_id=1773)

13. *Public Health - Food Hygiene*, Food and Veterinary Office, juin 2009, [http://ec.europa.eu/food/fvo/rep\\_details\\_en.cfm?rep\\_id=2319](http://ec.europa.eu/food/fvo/rep_details_en.cfm?rep_id=2319)

et Jean-Michel Decugis, Christophe Labbé et Olivia Recasens, « Enquête - Le scandale des abattoirs », *Le Point*, 1<sup>er</sup> mai 2008, <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2008-06-19/enquete-le-scandale-des-abattoirs/920/0/242001>

## Effet de serre et déforestation

### Élevage et émissions de GES

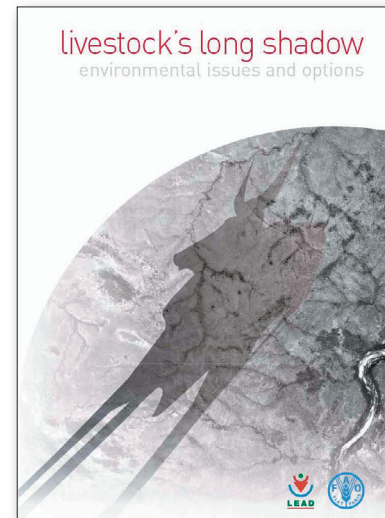
En 2006, un rapport de la FAO indiquait que l'élevage était responsable de 18% des émissions annuelles des gaz à effet de serre (GES) d'origine anthropique dans le monde<sup>1</sup>. S'il existe des divergences sur les chiffres, le rôle de l'élevage dans les émissions des GES est incontestable.

L'élevage génère 9% du CO<sub>2</sub> (déforestation pour l'extension des pâturages et des terres arables pour la culture fourragère, carburant, chauffage des bâtiments d'élevage...), 37% du méthane (fermentation entérique i.e. digestion des ruminants et fermentation des déjections animales) et 65% de l'oxyde d'azote (épandage d'engrais azotés).

L'émission d'une tonne de méthane a un effet équivalent à 25 tonnes de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) à 100 ans et un effet équivalent à 49 tonnes de CO<sub>2</sub> à l'horizon 2050<sup>2</sup>. Une tonne d'oxyde d'azote a un effet équivalent à 275 tonnes de CO<sub>2</sub> à 20 ans et à 296 tonnes à 100 ans<sup>3</sup>.

En avril 2010, la FAO a publié un rapport sur la contribution spécifique du secteur laitier à l'émission de GES<sup>4</sup>, qu'elle a évalué à 4% des émissions d'origine anthropique.

En France, 9,2% du total des émissions de GES sont attribuées à l'élevage selon l'évaluation du CITEPA. Il serait erroné d'en conclure que la contribution de l'élevage français à l'effet de serre est inférieure à la moyenne mondiale (18% selon la FAO) : en effet les deux organismes utilisent une méthodologie différente, de sorte que leurs chiffres ne sont pas comparables<sup>5</sup>.



### Élevage et déforestation

L'élevage extensif et le soja exporté comme aliment du bétail sont la première cause de la déforestation selon Alain Karsenty, économiste au Centre de coopération internationale pour le développement et expert auprès de la Banque mondiale<sup>6</sup>. Après une enquête de 3 ans publiée en juin 2009, Greenpeace affirme que l'élevage bovin est responsable à 80% de la destruction de la forêt amazonienne<sup>7</sup>.

Avec une superficie de six millions de kilomètres carrés, la forêt amazonienne est la plus grande zone de forêt primaire tropicale de la planète. Durant les quarante dernières années, 800 000 km<sup>2</sup> de forêt amazonienne ont été détruits. Actuellement, ce chiffre est de 14 000 km<sup>2</sup> par an et s'accélère à cause de l'augmentation de la production de viande qui oblige à gagner du terrain sur la forêt pour faire plus d'élevage.

L'Union européenne, dont la superficie des forêts augmente, est le 4<sup>e</sup> importateur de bovins derrière les USA, la Russie, et le Japon. En outre, 80% des importations de bovins de l'UE viennent d'Amérique du Sud. La France est le premier consommateur européen de viande bovine<sup>8</sup>. Ainsi la consommation de viande en Europe et en France est une cause de la déforestation en Amérique du Sud.

Cette déforestation, en pleine accélération, cause 20% des émissions mondiales de GES<sup>9</sup> (combustion massive de matière organique), perturbe le cycle de l'eau (la végétation et l'humus stockent et diffusent l'humidité) et réduit la biodiversité par la destruction de l'habitat de millions d'espèces végétales et animales. En outre, le compactage des sols, piétinés par le bétail, empêche les infiltrations d'eau et provoque des ruissellements qui érodent les sols et privent d'eau les derniers végétaux, rendant les terres inutilisables.

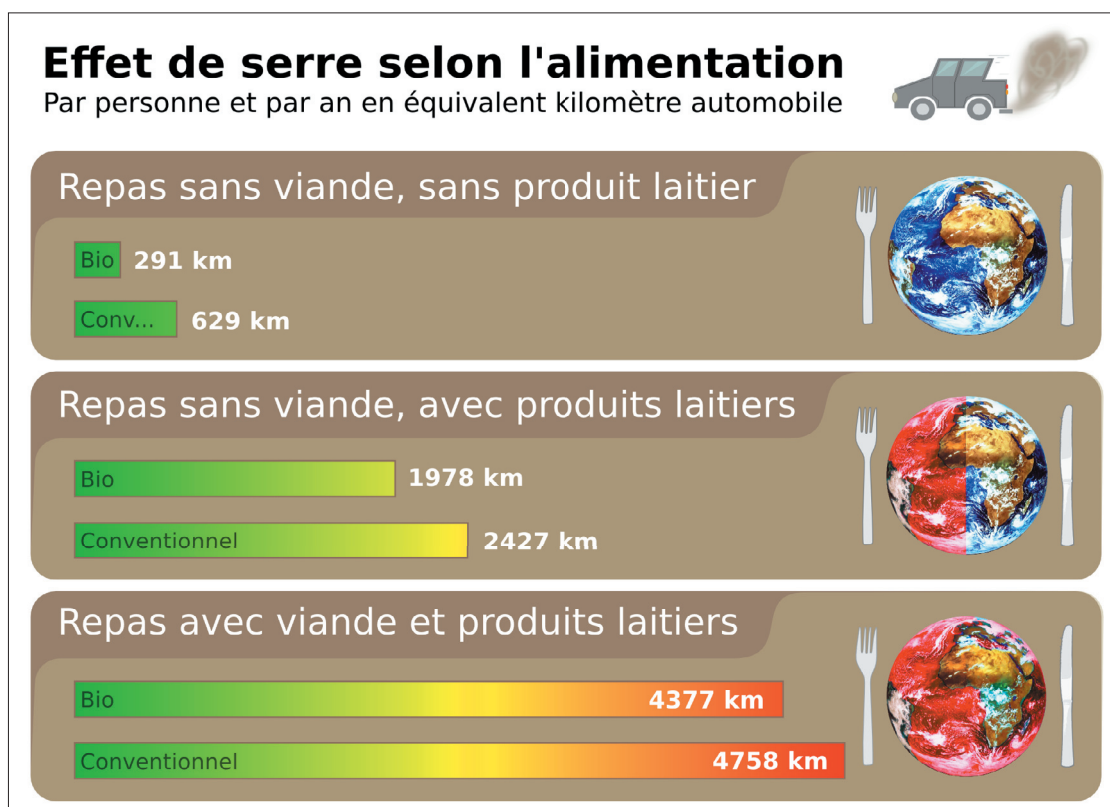
1. FAO, *Livestock Long Shadow*, 2006, p. 112. <http://www.fao.org/docrep/010/a0701e/a0701e00.HTM>
2. Benjamin Dessus, Bernard Laponche et Hervé Le Treut, *Réchauffement climatique : importance du méthane*, 2008. <http://www.larecherche.fr/html/2008/pdf/methane.pdf>
3. *Less Meat, less heat, Impacts of Livestock on climate change*, août 2008. <http://www.alimentation-responsable.com/sites/default/files/pachauri.pdf>
4. *Greenhouse gas Emissions from the Dairy Sector: A Life Cycle Assessment*, FAO, 2010, <http://www.fao.org/agriculture/lead/themes0/climate/emissions/en/>
5. Voir Annexe 2 p. 39.
6. Laurence Caramel, « Lutte contre la déforestation : attention aux mirages », *Le Monde*, 27 octobre 2009. [http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/10/27/lutte-contre-la-deforestation-attention-aux-mirages\\_1259254\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/10/27/lutte-contre-la-deforestation-attention-aux-mirages_1259254_3244.html)
7. Greenpeace, « En Amazonie », juin 2009. <http://www.greenpeace.org/france/campagnes/forets/fiches-thematiques/en-amazonie>
8. FranceAgrimer, *Les cahiers de FranceAgrimer, Données statistiques sur l'élevage*, 2009. <http://www.franceagrimer.fr/informations/publications/F-elevage/09-09-15/bovins-96B.pdf>
9. Laurence Caramel, « Lutte contre la déforestation : attention aux mirages », *Le Monde*, 27 octobre 2009, *op. cit.*

## Les pâturages et les puits de carbone en France

Si les zones de pâturage constituent des puits de carbone, la reforestation également, et de manière plus efficace. Le bilan de gaz à effet de serre des prairies correspond à un puits modéré d'environ 1 tonne de carbone par hectare et par an ; par ailleurs, les prairies les plus exploitées par la fauche et le pâturage présentent la plus faible activité de puits de gaz à effet de serre<sup>10</sup>. D'un autre côté, une jeune forêt tempérée (hêtraie) se comporte globalement comme un puits de carbone d'environ 4 tonnes par hectare et par an<sup>11</sup>.

## Lutter contre le réchauffement par son alimentation

En octobre 2009, l'ancien vice-président de la banque mondiale, Lord Stern, auteur du rapport Stern sur l'économie du changement climatique publié en octobre 2006, déclarait au *Times* que « La viande crée beaucoup de GES. Le régime végétarien est meilleur [pour la planète]<sup>12</sup> ». Le président du GIEC, Rajendra Pachauri, recommandait déjà en 2007 de réduire sa consommation de viande pour faire diminuer les émissions de GES<sup>13</sup>. Manger plus de végétaux et moins de viande est aussi un des conseils délivrés par la Commission européenne pour lutter contre le réchauffement climatique<sup>14</sup>. Le rapport de Foodwatch<sup>15</sup> propose une illustration de l'effet sur le climat de 3 types de régimes alimentaires. Une alimentation sans produits animaux émet de 7 à 15 fois moins de GES qu'une alimentation qui contient de la viande et des produits laitiers.



Ces chiffres proviennent du rapport Foodwatch sur l'effet de serre dans l'agriculture conventionnelle et biologique en Allemagne.  
Base des données : consommation moyenne des aliments en Allemagne en 2002 d'après Eurostat. Le calcul se fonde sur une automobile BMW 118d, qui produit 119g de CO<sub>2</sub> par km.  
L'étude complète est disponible sur le site [www.foodwatch.de](http://www.foodwatch.de) (en allemand)

10. INRA, *Le rôle positif des prairies dans le stockage du carbone*, Fiche de Presse Info, 06 mars 2007  
[http://www.inra.fr/presse/role\\_positif\\_prairies\\_stockage\\_carbone](http://www.inra.fr/presse/role_positif_prairies_stockage_carbone)
11. INRA, *Le rôle des forêts dans le cycle du carbone*, Fiche de Presse Info, 25 février 2008  
[http://www.inra.fr/la\\_sciences\\_et\\_vous/dossiers\\_scientifiques/changement\\_climatique/role\\_forets\\_cycle\\_carbone](http://www.inra.fr/la_sciences_et_vous/dossiers_scientifiques/changement_climatique/role_forets_cycle_carbone)
12. « Climate Chief Lord Stern : give up meat to save the planet », *The Times*, 27 octobre 2009.  
<http://www.timesonline.co.uk/tol/news/environment/article6891362.ece>
13. <http://blog.rkpachauri.org/blog/4/Lifestyle-Changes-for-A-Healthy-Planet.htm>
14. « Mangez des légumes ! La production de viande rejette à la fois plus de CO<sub>2</sub> et de méthane et demande de grandes quantités d'eau. Les ruminants, comme les vaches, moutons et chèvres, sont de gros producteurs de méthane en raison de la manière dont leur système digestif assimile les aliments. » in *Changement climatique - Comment le combattre ?*, février 2009, p. 5 <http://ec.europa.eu/environment/climat/campaign/pdf/ppt3-notes-fr.pdf> et <http://ec.europa.eu/environment/climat/campaign/ppt/ppt3-fr.ppt> (Campagne CHANGE de L'UE)
15. *The foodwatch report on the greenhouse effect of conventional and organic farming in Germany*.  
[http://foodwatch.de/foodwatch/content/e6380/e24459/e24474/foodwatch\\_report\\_on\\_the\\_greenhouse\\_effect\\_of\\_farming\\_05\\_2009\\_ger.pdf](http://foodwatch.de/foodwatch/content/e6380/e24459/e24474/foodwatch_report_on_the_greenhouse_effect_of_farming_05_2009_ger.pdf)

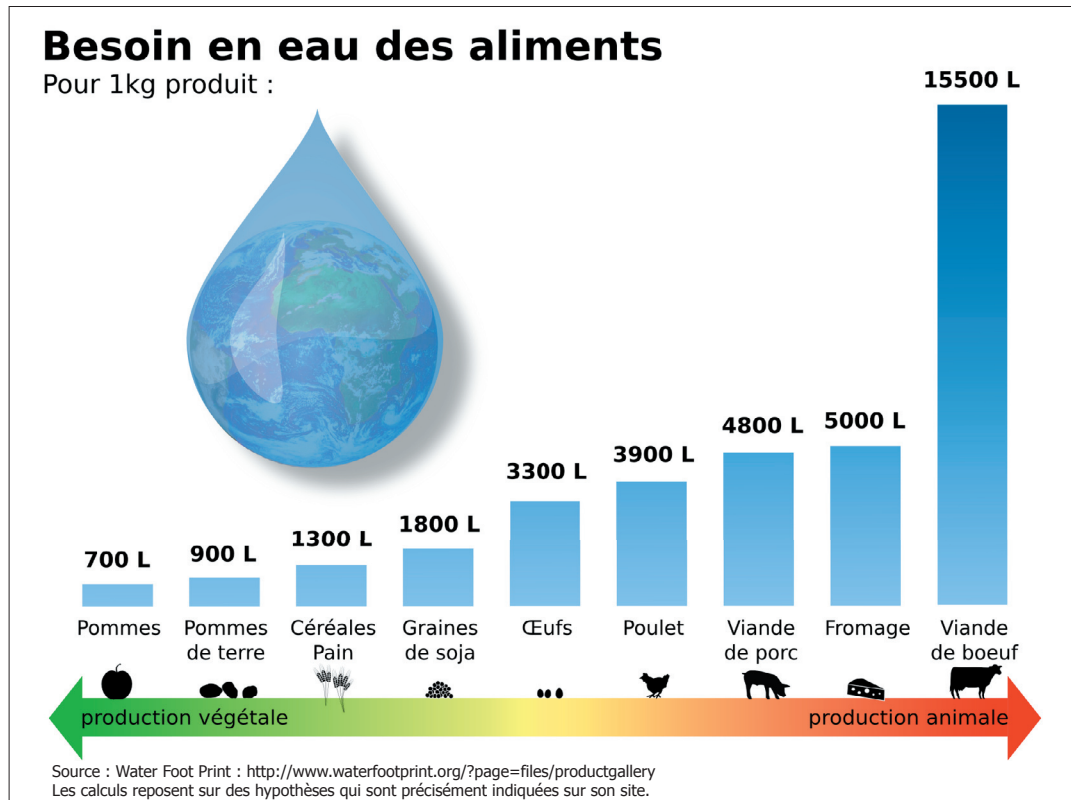


## Gaspillage et pollution de l'eau

### Gaspillage d'eau

La Terre a des ressources en eau limitées. La FAO estime que nous disposons globalement de 9 000 à 14 000 km<sup>3</sup> d'eau utilisables<sup>1</sup> soit 5 640 L d'eau par jour et par personne au mieux aujourd'hui, 4 260 L d'eau par jour et par personne au mieux en 2050<sup>2</sup>.

Environ 5 000 L d'eau sont nécessaires pour produire 1 000 kcal d'aliments d'origine animale, 1 000 L si l'origine est végétale<sup>3</sup>.



En se basant sur la consommation de 2005, en moyenne par jour en France, 3603 kcal ont été consommées dont 1229 kcal d'origine animale et 2374 kcal d'origine végétale<sup>4</sup>. 8519 L d'eau par personne ont donc été nécessaires pour produire cette nourriture ce qui est largement excessif par rapport à l'eau disponible.

En adoptant une alimentation végétale, on peut ramener cette quantité d'eau à 3603 L.

### Pollution des eaux

En prenant en compte les différents segments<sup>5</sup> de la chaîne de production, l'élevage, y compris la pisciculture<sup>6</sup>, est la plus grande source sectorielle de polluants de l'eau : principalement les déchets animaux, les antibiotiques, les hormones, les produits chimiques des tanneries, les engrais et les pesticides utilisés pour les cultures fourragères, et les sédiments des pâturages érodés<sup>7</sup>.

1. FAO, *Crops and Drops*, 2002, p. 1. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y3918e/y3918e00.pdf>
2. 14 000km<sup>3</sup> par an pour 6,8 milliards de personnes aujourd'hui, estimée à 9 milliards de personnes en 2050.
3. Daniel Renault (FAO), *Value of virtual water in food, principles and virtues*, 2002, p. 17. <http://www.fao.org/nr/water/docs/VirtualWater.pdf>
4. FAO Stat, CDU/BA, Bilans alimentaires, France, année 2005. <http://faostat.fao.org/>
5. Les différents segments pris en compte sont l'abreuvement des animaux et l'entretien des locaux, les abattoirs et industries agroalimentaires, les tanneries et l'irrigation des cultures fourragères, FAO, *Livestock's long shadow*, 2006, pp. 128-135. <http://www.fao.org/docrep/010/a0701e/a0701e00.HTM>
6. Gaëlle Dupont, « Le développement fulgurant de l'aquaculture devrait continuer », *Le Monde*, 12 novembre 2009, [http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/11/12/le-developpement-fulgurant-de-l-aquaculture-devrait-continuer\\_1266203\\_3244.html#ens\\_id=1266298](http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/11/12/le-developpement-fulgurant-de-l-aquaculture-devrait-continuer_1266203_3244.html#ens_id=1266298)
7. <http://www.fao.org/ag/fr/magazine/0612sp1.htm>

L'hypereutrophisation, par les nitrates, le phosphore et autres nutriments est responsable de l'essor des algues vertes et de la dégénération des récifs coralliens. Cette eutrophisation cause la mort de nombreux êtres vivants aquatiques<sup>8</sup> et de quelques animaux terrestres<sup>9</sup>. L'élevage y contribue de façon directe par les rejets de lisiers et indirecte par l'excès d'engrais apportés aux cultures de céréales destinées à nourrir le bétail<sup>10</sup>.

La gestion des déjections animales dans les élevages intensifs provoque le lessivage des nitrates et des agents pathogènes dans la nappe aquifère, qui met souvent en péril les réserves d'eau potable<sup>11</sup>.

## Pluies acides

L'élevage est responsable de 64% des émissions d'ammoniaque (NH<sub>3</sub>), une des principales causes des pluies acides<sup>12</sup>.

Les émissions d'ammoniac sont à 95% d'origine agricole, dont 80% proviennent de l'élevage<sup>13</sup>.

Les précipitations s'acidifient au contact de l'ammoniaque présent dans l'air (gaz très soluble dans l'eau), perturbent la photosynthèse et détruisent les éléments nutritifs du sol causant le dépérissement forestier. Un rapport de 1999 sur l'état des forêts en Europe indiquait que 20% des terres sont très acides, 2/3 des forêts sont endommagées et 21,4% ont subi une défoliation d'au moins 25%<sup>14</sup>.

Les lacs, les fleuves, les ruisseaux et les rivières sont eux aussi altérés par les pluies acides : on observe une réduction et une disparition d'espèces aquatiques, très sensibles au changement de pH<sup>15</sup>.

Au Canada, sur 160 000 lacs de 10 hectares ou plus étudiés, 19,4% étaient acides et 51% en train de le devenir<sup>16</sup>.

	pH 6,5	pH 6,0	pH 5,5	pH 5	pH 4,5	pH 4,0
Traites						
Bars						
Perches						
Grenouilles						
Salamandres						
Palourdes						
Ecrevisse						
Escargots						
Ephémère						

A pH=5, la plupart des oeufs n'éclosent pas. Si les grenouilles adultes tolèrent un pH de 4, les escargots eux disparaissent dès que le pH est inférieur à 6

## Et en France ?

La France est le premier pays émetteur d'ammoniac en Europe<sup>17</sup>. Ces émissions sont à 95% d'origine agricole, dont 80% proviennent des élevages, qui génèrent 300 millions de déjections animales par an<sup>18</sup>. En Bretagne, la population d'animaux d'élevage produit au minimum l'équivalent de la pollution organique de 60 millions d'habitants (soit les excréments de la population française répandus sans traitement sur le sol breton<sup>19</sup>).

- Chloë Fromange, Emilie Novince, *Eutrophisation : un phénomène naturel amplifié par les rejets des activités humaines*, <http://www.eaubretagne.fr/Pollutions-et-menaces/Impacts-des-pollutions/L-eutrophisation/Eutrophisation-un-phenomene-naturel-amplifie-par-les-rejets-des-activites-humaines>
- Cyriel Martin, « Bretagne : ce rapport confidentiel sur les algues vertes qui accable les agriculteurs », *Le Point*, 21 octobre 2009, <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2009-10-21/algues-vertes-ce-rapport-confidentiel-qui-accable-les-agriculteurs/920/0/387492>
- Séverine Gibet pour la FAO, *Agriculture et pollution azotée des eaux en Bretagne, France*, <http://www.fao.org/AG/agL/watershed/watershed/papers/papercas/paperfr/case17fr.pdf>
- <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2006/1000219/index.html>
- <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2006/1000448/index.html>
- S. Portejoie, J. Martinez, G. Landmann, *L'ammoniac d'origine agricole : impacts sur la santé humaine et animale et sur le milieu naturel*, INRA Prod. Anim., 2002, 15 (3), 151-160. [http://granit.jouy.inra.fr/productions-animales/2002/Prod\\_Anim\\_2002\\_15\\_3\\_01.pdf](http://granit.jouy.inra.fr/productions-animales/2002/Prod_Anim_2002_15_3_01.pdf)
- Commission Européenne, *Report on forest conditions in Europe 1999 : No improvement of the vitality of European Forests*, 1999. <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/99/731&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en>
- US Environmental Protection Agency, *Effects of Acid Rain - Surface Waters and Aquatic Animals* [http://www.epa.gov/acidrain/effects/surface\\_water.html](http://www.epa.gov/acidrain/effects/surface_water.html)
- Ministère du développement durable du Québec, *Lacs acides au Québec*, 2004. [http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/eco\\_aqua/lacs\\_acides/2004/index.htm](http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/eco_aqua/lacs_acides/2004/index.htm)
- European Environment Agency, *European Community emission inventory, report 1990-2007 under the UNECE Convention on Long-range Transboundary Air Pollution (LRTAP)*, août 2009, p. 37, tableau 2.9. <http://www.eea.europa.eu/publications/lrtap-emission-inventory-report-1990-2007>
- Étude pilote sur les déchets agricoles*, IFEN -SCEES, mars 2005, p.53 : « En France, près de 300 millions de tonnes de déjections animale, soit 47.720.000 tonnes de matières sèches, sont produites chaque année, dont 50% sont émis au champ (non collectable). Sur les déjections collectables, 70% sont des fumiers ». <http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/dechet2005.pdf>
- Les Verts de Bretagne, 2003. [http://lesvertsbretagne.org/article.php3?id\\_article=21](http://lesvertsbretagne.org/article.php3?id_article=21)

## Argent du contribuable

C'est dans les pays riches que la consommation de produits animaux est la plus forte, un état de fait qui ne répond à aucune nécessité nutritionnelle. Or, les « productions animales » y sont soutenues par des aides publiques conséquentes.

### Les aides européennes

#### Subventions directes aux éleveurs

Ces subventions leur sont allouées en fonction de leur production (animaux ou leurs sous-produits). Les autorités européennes déclarent que ces aides ont disparu, qu'elles sont aujourd'hui conditionnées notamment par des critères liés à l'environnement. En se penchant sur les budgets, il est facile de se rendre compte qu'il n'en est rien. Les secteurs ovin, caprin et bovin (viande et lait) en ont bénéficié ces dernières années<sup>1</sup>.

#### Les aides à l'exportation appelées restitutions

Le financement d'aides à l'exportation de certains produits en dehors de l'Union européenne est fréquent. Il défavorise pourtant l'agriculture locale des pays du tiers-monde, les produits européens étant alors moins chers que ceux produits localement<sup>2</sup>. En bénéficiant en particulier en 2009<sup>3</sup>, les producteurs de bovins, volailles, ovins, caprins, porcins, oeufs, lait et produits laitiers.

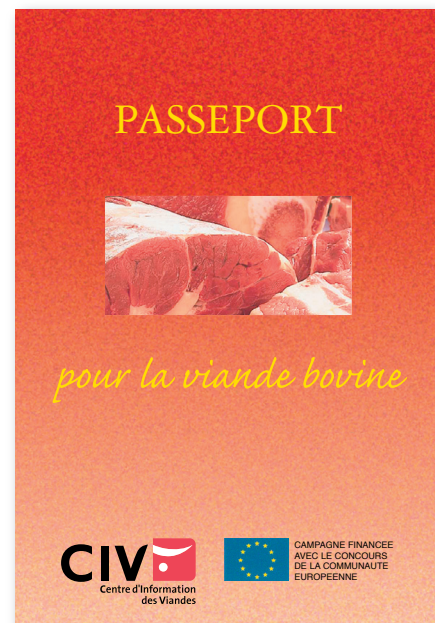
#### Achat et stockage du surplus

Il s'agit de l'achat et du stockage du surplus de certains produits à un prix appelé prix d'intervention. Ce système garantit aux éleveurs un seuil de revenu pour leur production. En 2009, ces aides sont allouées essentiellement aux producteurs de produits laitiers, bovins, ovins et caprins<sup>4</sup>.

**La montant des interventions de l'UE, (hors promotions) ainsi que le montant des aides directes à la filière animale en 2009 s'élève ainsi à plus de 3 milliards euros.** Par ailleurs, les éleveurs peuvent acheter du fourrage bon marché grâce aux subventions de l'UE pour la production de fourrage<sup>5</sup>.

#### Les promotions

L'union européenne vient en aide aux campagnes publicitaires pour augmenter les ventes de produits agricoles. Par exemple, en 2008, le Centre d'Information des Viandes, CIV, spécialisé dans la promotion de la viande, a décroché une aide de 899 844 euros<sup>6</sup> sur 3 ans. En 2007, l'interprofession du porc, INAPORC, a également décroché une aide de 806 437 euros<sup>7</sup> sur 3 ans.



1. Budget général 2009, Aides directes, [http://eur-lex.europa.eu/budget/data/D2009\\_VOL4/FR/nmc-titleN123A5/index.html](http://eur-lex.europa.eu/budget/data/D2009_VOL4/FR/nmc-titleN123A5/index.html)
2. « "Nous rejetons les appels de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur de davantage de libéralisation du commerce international. Ce sont ces mêmes politiques qui ont inondé nos pays avec de la nourriture bon marché, minant notre souveraineté alimentaire et détruisant notre capacité à produire de la nourriture pour nous-mêmes", a déclaré à l'AFP Alvaro Santin du Mouvement brésilien des sans terres. », in « La FAO sur sa faim ? », France 24, <http://mobile.france24.com/fr/20080603-fao-faim-crise-alimentaire-rome-jacques-diouf-banque-mondiale-fmi-ab-doulaye-wade>
3. *Op. cit.*, Intervention sur les marchés agricole, intitulé *Restitutions*,
4. *Op. cit.*, Intervention sur les marchés agricole, intitulé *Interventions sous forme de stockage et Aides à l'écoulement*,
5. *Op. cit.*, Intitulé *Fourrages séchés*
6. *Programmes d'information et de promotion approuvés (marché intérieur)*, 2008, [http://ec.europa.eu/agriculture/prom/intern/2008\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/prom/intern/2008_fr.pdf)
7. *Programmes d'information et de promotion approuvés (marché intérieur)*, 2007, [http://ec.europa.eu/agriculture/prom/intern/2007\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/prom/intern/2007_fr.pdf)

## Les aides nationales

Les éleveurs bénéficient par ailleurs des aides nationales. En voici quelques exemples.

En France, en 2008, la filière cunicole a bénéficié d'une aide de l'État d'un million d'euros<sup>8</sup>.

La filière foie gras bénéficie quant à elle d'aides de l'État pour se moderniser<sup>9</sup> et d'aides locales pour la promotion de ses produits<sup>10</sup>. Les aides nationales et européennes se côtoient parfois pour une même opération de promotion des produits (voir ci-contre, publicité parue dans *Maxi* n°1156, semaine du 22 au 28 décembre 2008).

Le 28 octobre 2009, la commission européenne donnait son feu vert pour une aide exceptionnelle de 15 000 euros par exploitation pour les éleveurs laitiers<sup>11</sup>.

IGP Canard à Foie Gras du Sud-Ouest, Vraiment du Sud-Ouest !

Savoir d'Origine.  
Déguster et partager un Foie Gras du Sud-Ouest est toujours un moment unique. Si la saveur du Foie Gras de canard du Sud-Ouest séduit par son goût franc et authentique, c'est qu'il est préparé avec passion, maîtrise et tradition. Plus qu'une valeur gastronomique sûre, il est le symbole d'un art de vivre, d'un savoir-faire respecté. Quel que soit le moment de fête, n'hésitez plus à vous faire plaisir... car il y a mille et une façons de le déguster !

Le Sud-Ouest, le pays du Foie Gras !

L'IGP, l'Indication Géographique Protégée, garantit officiellement l'origine des produits qui ont une histoire et une tradition dans leur terroir.  
L'IGP, qu'est-ce que c'est ? C'est un signe de qualité et d'origine des produits traditionnels. Celui-ci a été mis en place par l'Union Européenne en 1992.  
Pour ça ? Pour aider et protéger les consommateurs en les informant sur les caractéristiques spécifiques de ces produits (définies dans un cahier des charges validé par les pouvoirs publics) et pour protéger leurs dénominations géographiques contre les imitations et usurpations.  
IGP, L'ORIGINE ET LA QUALITÉ GARANTIES PAR L'EUROPE.

Pour votre santé, pratiquez une activité physique régulière. [www.madegagner.fr](http://www.madegagner.fr)

## Les aides invisibles

Le soutien public à l'industrie de la viande ne se traduit pas uniquement par des aides financières. Il réside aussi dans des dispositions qui réduisent artificiellement ses coûts de production en les reportant sur la collectivité.

Ainsi la sous-tarifcation de l'eau à usage agricole profite significativement à la production de viande qui est particulièrement gourmande en eau<sup>12</sup>.

Les dégradations de l'environnement imputables aux élevages (pollutions des eaux, algues vertes...) sont subies par tous. C'est l'argent public qui est mis à contribution pour tenter d'en limiter les effets.

C'est aussi la collectivité qui finance les dépenses de santé liées aux pathologies imputables à la surconsommation de viande, de même que celles liées aux gripes aviaire, porcine et autres maladies de la vache folle.

8. Réponse du Ministère de l'agriculture et de la pêche publiée dans le *JO Sénat* du 09/10/2008 - page 2029 à la question écrite n° 04179 de M. Bruno Retailleau. <http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ080404179>
9. Réponse du Secrétariat d'État chargé de la consommation et du tourisme publiée dans le *JO Sénat* du 30/01/2008 - page 581 à la question orale sans débat n° 0114S de M. Alain Milon <http://www.senat.fr/questions/base/2007/qSEQ07110114S.html>
10. Les exemples sont légion. [http://www.maisondupalmipede.fr/\\_pdf/fge\\_dossier\\_de\\_presse.pdf](http://www.maisondupalmipede.fr/_pdf/fge_dossier_de_presse.pdf)
11. <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/1599>
12. [http://www.observeurope.org/news/fullstory.php/aid/1498/L%92eau\\_en\\_agriculture\\_:\\_de\\_l%92abus\\_%25E%20\\_une\\_utilisation\\_durable.html](http://www.observeurope.org/news/fullstory.php/aid/1498/L%92eau_en_agriculture_:_de_l%92abus_%25E%20_une_utilisation_durable.html)

# Pêche et aquaculture

Comme l'élevage d'animaux terrestres, la pêche et l'élevage d'animaux aquatiques ont connu une croissance très rapide au cours des dernières décennies. Cette expansion a elle aussi des conséquences négatives lourdes sur l'environnement, sur les animaux et sur des populations humaines démunies.

## **22 ... La pêche**

- 22 ... Prises accessoires : une hécatombe
- 22 ... Les ravages de la pêche fantôme
- 22 ... Surpêche
- 23 ... Les dommages du chalutage de fond
- 24 ... Des puits de carbone qui disparaissent
- 24 ... Pêche artisanale et pêche industrielle

## **25 ... Les riches prennent aux pauvres**

## **26 ... Les animaux aquatiques sont... des animaux**

## **27 ... L'aquaculture**

- 27 ... Facteur aggravant de la surpêche
- 27 ... Pisciculture : un océan de souffrance animale
- 28 ... Problèmes environnementaux et sanitaires générés par l'aquaculture

## **29 ... Subventions pousse-au-crime et politiques irresponsables**

## **30 ... Réduire notre production et consommation d'animaux aquatiques**

# La pêche

## Prises accessoires : une hécatombe

La production des pêcheries indiquée page 7 n'inclut que le tonnage d'animaux débarqués et commercialisés. L'atteinte à la faune sauvage ne se limite pas à cela. Une partie des animaux capturés ne correspondent pas aux espèces ciblées ; ils sont alors rejetés à la mer, morts ou agonisants. Les rejets concernent aussi des poissons juvéniles. C'est ce qu'on appelle les prises accessoires. Dans certaines pêcheries de chalutage de crevettes, le rejet peut atteindre 90% de la prise<sup>1</sup>. 89% des requins marteaux et 80% des requins blancs et des requins renard ont disparu de l'Atlantique Nord-Est dans les 20 dernières années suite aux prises accessoires<sup>2</sup>.

L'essentiel des corps rejetés ou des déchets issus des poissons éviscérés à bord coule sans être consommé. Une partie est ingurgitée par des poissons ou par des oiseaux nécrophages : c'est ce qui a entraîné la prolifération des goélands et sternes en mer du Nord.

Les estimations du volume global des rejets sont variables. Selon une étude publiée par le WWF début 2009<sup>3</sup>, il pourrait s'élever à 38 millions de tonnes par an, ce qui signifie que pour 100 tonnes de poisson débarquées et commercialisées, il y a environ 40 autres tonnes qui sont pêchées et rejetées à la mer.

## Les ravages de la pêche fantôme<sup>7</sup>

La « pêche fantôme » désigne la prise d'animaux par des équipements de pêche perdus ou abandonnés en mer (filets, pièges et nasses). Selon un rapport de la FAO et du PNUE publié en mai 2009, ces équipements représenteraient 10% des déchets marins (soit 640 000 tonnes). Ils causent la mort d'innombrables animaux, altèrent les fonds marins et constituent des dangers pour la navigation. Ainsi, quand un filet maillant est perdu ou abandonné, il continue à pêcher tout seul pendant des mois ou des années. L'extrémité du filet est ancrée au fond de la mer et des bouchons sont attachés au sommet. Ainsi, il forme un mur vertical sous-marin long de 600 à 10 000 mètres, dans lequel vont se prendre toutes sortes d'animaux.

Dans la baie de Chesapeake aux États-Unis, environ 150 000 pièges à crabes sont perdus chaque année sur les 500 000 déployés. En Guadeloupe, les 20 000 pièges qui sont posés chaque année se perdent lors de la saison des ouragans.

## Surpêche

Les analyses en termes de surpêche ou de surexploitation des océans (lacs, rivières...) se placent dans une optique où les animaux aquatiques sont vus comme des ressources na-

turelles utiles aux hommes, dont on analyse le risque d'épuisement. Il y a surpêche lorsque le prélèvement sur ces ressources devient excessif par rapport à leur capacité à se reconstituer.

Les poissons, mollusques et crustacés ne sont pas les seules victimes des prises involontaires. Chaque année, plus de 300 000 petits cétacés (baleines, dauphins, marsouins) meurent empêtrés dans les filets de pêche. De très nombreuses tortues subissent le même sort, dont des espèces en danger ou en voie d'extinction<sup>4</sup> (250 000 tortues caouannes et tortues luth). La pêche cause aussi une mortalité considérable parmi les oiseaux marins (fous, guillemots, macareux, albatros, pétrels...) : ils plongent pour capturer des poissons et se trouvent pris dans des filets ou avalent un hameçon appâté fixé à une palangre. La moitié des 125 espèces de pétrels et 16 des 21 espèces d'albatros sont considérées en danger d'extinction<sup>5</sup>.

Certains animaux marins souffrent de la raréfaction de leurs ressources alimentaires en raison de l'énorme prélèvement sur celles-ci opéré par les bateaux de pêche. Au large de Terre-Neuve, la raréfaction des poissons a entraîné une diminution de la taille moyenne des baleines à bosse. Des phoques affamés ont migré du Groenland vers les côtes du Canada. En Europe, dauphins et marsouins semblent descendre vers le sud alors que l'Atlantique nord est surexploité<sup>6</sup>.

1. Source : Greenpeace, « Prises accessoires », <http://oceans.greenpeace.org/fr/nos-oceans/prises-accessoires>

2. Source : WWF, « Les prises accessoires », <http://www.wwf.be/fr/?inc=page&pageid=279>

3. Davies RWD et al. « Defining and estimating global marine fisheries bycatch », Marine Policy, 2009, [http://assets.panda.org/downloads/bycatch\\_paper.pdf](http://assets.panda.org/downloads/bycatch_paper.pdf)

4. Source : WWF, <http://www.wwf.be/fr/?inc=page&pageid=279>

5. Source : Philippe Cury et Yves Miserey, *Une mer sans poissons*, Calmann-Lévy, 2008, p. 93.

6. Source : « Surpêche », Wapedia, <http://wapedia.mobi/fr/Surpêche>

7. Source : PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement), « Les filets fantômes affectent l'environnement marin », communiqué du 6 mai 2009, <http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=585&ArticleID=6147&l=fr>

En 2007, selon la FAO, « plus de 80 % des stocks de poissons pour lesquels des résultats d'évaluation sont disponibles sont déclarés pleinement exploités ou surexploités<sup>8</sup> ».

« En décembre 2006, une équipe dirigée par Boris Worm, de l'université de Dalhousie (Canada), a calculé qu'au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, les espèces les plus couramment pêchées aujourd'hui pourraient avoir disparu si la pression humaine (surpêche, pollution et destruction des milieux) continue au rythme actuel<sup>9</sup>. »

Les estimations du degré de surexploitation des ressources halieutiques sont variables et controversées : aux incertitudes scientifiques s'ajoutent des manœuvres à motivation politique ou économique. Mais il n'y a pas de doute sur le fait que la surpêche existe bel et bien. Elle a déjà conduit à l'effondrement complet de certains stocks. Un exemple qui a marqué les esprits est celui de la pêche à la morue au large de Terre-Neuve. Au début du XX<sup>e</sup> siècle des centaines de bateaux européens traversaient l'Atlantique pour pêcher dans cette région. Puis, les bateaux, équipés de chaluts et de sonars, sont devenus de plus en plus performants. De 1950 à 1960, les prises ont été multipliées par quatre avant de se mettre à chuter. En 1992, le gouvernement canadien s'est rendu à l'évidence et a décrété un moratoire sur la pêche à la morue. Trop tard : malgré l'arrêt de la pêche, les stocks de morue ne se sont pas rétablis.

Au niveau global, divers indicateurs attestent de la réalité de la surpêche. La modernisation et l'accroissement de la flotte de pêche n'a jamais cessé. De très nombreuses pêcheries sont en état de surcapacité. Là encore, les chiffres sont incertains mais le phénomène est incontestable : il y a suffisamment de bateaux pour prendre entre 2 et 3,5 fois plus de poisson

qu'on n'en capture effectivement. Ces bateaux sont de mieux en mieux équipés pour ne laisser aucune chance aux poissons : à la fois par la sophistication des outils de capture et par la multiplication des équipements permettant de repérer leurs proies. Cependant, les prises plafonnent autour des 90 millions de tonnes annuelles. Et, cela bien que la pêche s'étende à de nouvelles zones et espèces.

Les poissons pêchés de longue date vivent en eaux peu profondes (jusqu'à environ 200 m au-dessous de la surface). Plus bas, on trouve d'autres espèces. A mesure que les stocks des poissons habituellement capturés se sont mis à décroître, et grâce à la course à l'armement technique, les bateaux de pêche se sont mis à puiser dans les eaux plus profondes. De nouvelles espèces ont été pourchassées : flétan, merlan bleu, julienne, siki (parfois commercialisé sous le nom de « saumonnette » bien qu'il s'agisse d'une variété de requin), empereur, grenadier, sébaste (parfois commercialisé sous le faux nom de « rascasse »), lingue, sabre... Le pillage des eaux profondes a été déclenché alors qu'on connaît mal la biologie et les conditions de reproduction des nouvelles victimes. Il y a de sérieuses raisons d'être pessimiste : les espèces pêchées en eaux profondes sont des animaux d'une grande longévité, qui atteignent tardivement l'âge de reproduction et présentent une faible fécondité. C'est pourquoi Greenpeace demande l'interdiction de la pêche dans les grands fonds<sup>10</sup>.

Les chalutiers français et espagnols ont été les premiers à se spécialiser dans les poissons d'eaux profondes. La France est le premier pays d'Europe en matière de pêche et de consommation de poissons des grands fonds<sup>11</sup>.

## Les dommages du chalutage de fond

De façon générale, les chaluts sont des filets tractés par des navires de pêche. L'essor des chalutiers industriels est pour beaucoup dans la surexploitation des mers.

Dans le cas du chalutage de fond, d'immenses filets lestés par des poids sont positionnés à proximité du fond. Les chaînes ou rouleaux fixés à l'avant des filets raclent le sol, arrachant la flore et endommageant ou détruisant les coraux et colonies d'éponges. Cette technique est particulièrement destructrice d'habitats nécessaires au maintien et à la diversité de la vie marine. En 2006, l'ONU a demandé que la pêche de grands fonds soit encadrée de façon à protéger des milieux marins très vulnérables. Mais les États et organismes internationaux de gestion des pêches n'ont pas agi dans les délais prévus. Un moratoire sur la pêche au chalut de fond est entré en vigueur le 30 septembre 2007 pour la seule région du Pacifique sud. La Russie dont la flotte est présente dans cette région, a annoncé qu'elle continuerait ce type de pêche<sup>12</sup>.

8. FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 2008, p. 8.

9. Cury et Miserey, *op. cit.*, p. 15.

10. Greenpeace, « pêche de grand fond »,

<http://www.greenpeace.org/france/campagnes/oceans/fiches-thematiques/p-che-de-grand-fond>

11. Charles Clover, *Surpêche*, Dermapolis, 2008, p. 101 et 104. (Traduction d'un ouvrage dont l'édition originale anglaise date de 2004).

12. Caroline de Malet, « Fin des chaluts de fond dans le Pacifique sud », *Le Figaro*, 8 mai 2007,

[http://www.lefigaro.fr/sciences/20070508.FIG000000113\\_fin\\_des\\_chaluts\\_de\\_fond\\_dans\\_le\\_pacifique\\_sud.html](http://www.lefigaro.fr/sciences/20070508.FIG000000113_fin_des_chaluts_de_fond_dans_le_pacifique_sud.html)

## Des puits de carbone qui disparaissent<sup>13</sup>

Les « puits de carbone » sont des entités naturelles ou artificielles qui extraient et séquestrent du carbone présent dans l'atmosphère, réduisant ainsi l'effet de serre. Les océans absorbent environ la moitié du carbone émis dans l'air via le plancton, les poissons et les coraux. Les poissons contribueraient pour 3 à 15% aux puits de carbone océaniques, voire beaucoup plus selon certaines hypothèses. Les plateaux continentaux qui concentrent la plus grande partie de la biomasse des poissons sont les zones les plus propices à ce piégeage du carbone. C'est dans ces mêmes zones que la surpêche a fait disparaître le plus de poissons, contribuant ainsi au réchauffement climatique.

## Pêche artisanale et pêche industrielle

Même si la délimitation de la pêche artisanale reste quelque peu floue<sup>14</sup>, il est courant de distinguer la pêche artisanale de la pêche industrielle. Les deux secteurs présentent en effet des traits sensiblement distincts à divers égards, comme l'indique le tableau suivant.

	Types de pêcheries	
	Pêche industrielle	Pêche artisanale
Capture annuelle pour la consommation humaine	Environ 30 millions de tonnes	Environ 30 millions de tonnes
Subventions publiques	25-27 milliards de dollars (USD)	5-7 milliards de dollars (USD)
Nombre de pêcheurs employés	Environ 500.000	Plus de 25 millions
Captures annuelles destinées à l'alimentation animale (huiles et farines de poisson)	35 millions de tonnes	Presque rien (captures destinées à l'alimentation humaine)
Consommation annuelle de carburant (gazole)	Environ 37 millions de tonnes	Environ 5 millions de tonnes
Capture par tonne de carburant consommée (gazole)	1-2 tonnes de poisson	4-8 tonnes
Poissons et autres espèces rejetés à la mer (non valorisés)	8-20 millions de tonnes	Très peu

Source : Alliance pour une pêche responsable<sup>15</sup>.

Les caractéristiques des deux secteurs justifient que l'on s'attache particulièrement à freiner la pêche industrielle. Il serait toutefois caricatural de conclure à l'innocuité de la pêche artisanale. L'augmentation des volumes pêchés n'est pas uniquement imputable à l'essor de la pêche industrielle. La flotte artisanale s'est elle aussi modernisée et a accru sa capacité de capture, comme l'illustre l'exemple du Sénégal :

« En 1980, au Sénégal, il y avait 3000 pirogues de pêche artisanale, aujourd'hui, il y en a 12 000, équipées de moteurs hors-bord et de GPS. Le taux de motorisation a été multiplié par 400. Elles sont capables de changer d'engins de pêche dans la journée, et ainsi de passer de la pêche à la senne tournante pour les sardinelles à la pêche à la ligne permettant de prendre des mérus sur les fonds rocheux<sup>16</sup>. »

Il existe par ailleurs des formes très destructrices de pêche artisanale (pêche à l'explosif, pêche au cyanure).

13. Sources : « Puits de carbone », Wapedia, [http://wapedia.mobi/fr/Puits\\_de\\_carbone](http://wapedia.mobi/fr/Puits_de_carbone) ; « Contribution des poissons aux puits de carbone, Wikipedia, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Poisson#Contribution\\_des\\_poissons\\_aux\\_puits\\_de\\_carbone](http://fr.wikipedia.org/wiki/Poisson#Contribution_des_poissons_aux_puits_de_carbone)

14. Cf. Arthur Bergson, « La pêche artisanale - définition », avril 2009, [http://www.r-f-a.org/fileadmin/admin/document/Definition\\_de\\_la\\_peche\\_artisanale\\_-\\_WFF.pdf](http://www.r-f-a.org/fileadmin/admin/document/Definition_de_la_peche_artisanale_-_WFF.pdf)

15. Alliance pour une pêche responsable, « La réalité de la pêche dans le monde », <http://www.r-f-a.org/nc/peche-responsable/peche-artisanale-vs-peche-industrielle.html>

16. Philippe Cury et Yves Miserey, *Une mer sans poissons*, Calmann-Lévy, 2008, p. 123.

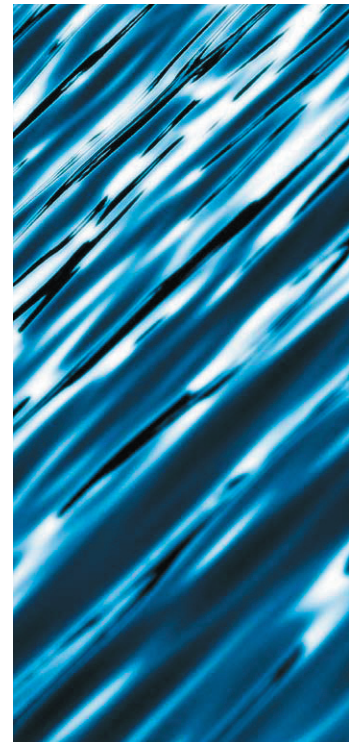


## Les riches prennent aux pauvres

Plus du tiers de la production mondiale de poisson (en tonnage) est destinée à l'exportation (37% en équivalent poids vif en 2006). L'internationalisation du marché progresse rapidement. Entre 1986 et 2006, les exportations mondiales à prix constants (c'est-à-dire la valeur monétaire des exportations corrigée de l'inflation) a doublé. L'Amérique du Nord, l'Union européenne et le Japon sont les principaux importateurs nets de poisson tandis que la Chine, l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Océanie sont exportateurs nets. Une part croissante de la consommation de poisson des pays développés est couverte par des importations en provenance des pays en développement<sup>17</sup>. « Les poissons du monde entier affluent désormais dans les pays du Nord, masquant ainsi l'effondrement de certains stocks de nos eaux côtières<sup>18</sup>. »

En divers lieux, les prises des chalutiers industriels (nationaux ou étrangers) entrent en concurrence avec celles des pêcheurs artisanaux et favorisent l'épuisement des ressources. C'est ainsi que le mérou, surpêché, a pratiquement disparu du plat traditionnel sénégalais (riz, mérou et légumes). Les quelques mérours encore capturés partent vers l'exportation, tandis que les Sénégalais se contentent de sardinelles : des poissons plein d'arêtes, vivant dans les eaux de surface, qui sont pêchés par les pirogues locales et non par les chalutiers. De même, le chalutage de crevettes a rendu ces animaux rares dans les eaux sénégalaises. « On ne peut nier que la destruction des stocks d'Afrique de l'Ouest s'est produite principalement à cause de la demande de l'Europe, suivie de près par le Japon et Taiwan<sup>19</sup>. » Concernant l'Union européenne, Charles Clover dresse un lourd réquisitoire dans un ouvrage paru en 2004 :

« L'Union européenne n'a guère réussi à gérer le poisson dans ses propres eaux, mais elle est porteuse d'une forte tradition de pêche, et les pêcheurs savent s'organiser en groupes de pression. L'UE dépense donc 195 millions d'euros par an pour acheter des droits de pêche dans des mers lointaines, du cercle polaire arctique aux îles Malouines. Elle a récemment signé un nouvel accord avec plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal. Les bénéficiaires de ces contrats discutables, signés en toute discrétion, sont les chalutiers en eaux lointaines espagnols, français, italiens et grecs. Parmi les pays avec lesquels l'UE a signé des accords, se trouve l'Angola, où des millions de gens sont menacés de famine. [...] La pratique de la pêche dans les eaux des pays sujets à des troubles sociaux est un des tours favoris de la pêche européenne. Les thoniers espagnols et français pêchent régulièrement dans les eaux somaliennes. La Commission européenne a récemment renouvelé ses accords de pêche avec la Côte d'Ivoire, en proie à la guerre civile. [...] Pourquoi donc le Sénégal a-t-il signé ? Le docteur Gueye [directeur de la pêche pour le gouvernement sénégalais] dit que 64 millions d'euros était une jolie somme pour un pays pauvre. Le Sénégal a besoin d'écoles et d'hôpitaux [...] Les négociateurs de l'UE ont-ils lié pêche et aide ? C'est nettement l'impression que donnait le docteur Gueye<sup>20</sup>. »



17. Source : FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 2008, p.49, 54 et 55  
<http://www.fao.org/docrep/011/i0250f/i0250f00.htm>.

18. Cury et Miserey, *op. cit.*, p. 194.

19. Charles Clover, *op. cit.*, p. 65.

20. C. Clover, *op.cit.*, p. 61- 62.

## Les animaux aquatiques sont... des animaux

Si on analyse uniquement la pêche en termes de « durabilité » ou d'équité dans l'accès aux « ressources » halieutiques, on oublie d'intégrer une dimension majeure dans l'évaluation de cette activité. Il ne s'agit ni de cueillette, ni d'exploitation minière, mais bien de chasse. Les mers, lacs et cours d'eau sont hérissés de pièges humains qui conduisent à la mort des dizaines (centaines) de milliards d'animaux chaque année : des animaux, c.a.d. des êtres sentants, qui peuvent éprouver la souffrance et qui possèdent des capacités cognitives. Culum Brown (biologiste, spécialiste du comportement des poissons) écrit<sup>21</sup> :

« Parmi les vertébrés, ce sont les poissons qui ont le plus souffert d'une conception erronée de l'échelle de l'évolution. Au cours des dernières décennies, cependant, cette erreur a commencé à être corrigée. Nous nous rendons compte maintenant que, comme le reste des vertébrés, les poissons présentent un riche éventail de comportements complexes et que l'apprentissage joue un rôle central dans le développement de leur comportement. [...] Les poissons ont en réalité une mémoire à long terme impressionnante, comparable à celle de la plupart des autres vertébrés (Brown, 2001 ; Warburton, 2003). Leur système nerveux comporte à la fois des composantes analogues et des composantes homologues à celles des mammifères, et il est capable d'à peu près la même puissance de traitement (Broglio et al. 2003). »

Parmi les invertébrés, les céphalopodes (pieuvres, poulpes) présentent des capacités de mémorisation et d'apprentissage remarquables, dont l'apprentissage par observation d'un congénère<sup>22</sup>.

Les poissons sont dotés d'un système sensitif périphérique et central complexe, qui laisse peu de doute sur le fait qu'ils ressentent la douleur. Ils présentent des comportements d'évitement des situations repérées comme douloureuses. De nombreuses expériences ont été effectuées dans lesquelles des poissons étaient amenés à accomplir certaines tâches afin d'éviter de se voir administrer des chocs électriques.

Des travaux effectués par le professeur Elwood (Queen's University, Belfast) indiquent que les crabes ressentent la douleur, et s'en souviennent. Le même chercheur a constaté des réactions aux stimuli douloureux chez les crevettes<sup>23</sup>.

Artisanale ou industrielle, durable ou pas, la pêche impose une agonie longue et douloureuse à la plupart de ses victimes : les animaux tirés vivants de l'eau peuvent suffoquer longtemps avant de mourir. Pris à l'hameçon, harponnés, coincés dans des filets, ou traînés dans des chaluts où ils frottent les uns contre les autres parmi des débris divers, le calvaire commence pour eux bien avant la sortie de l'eau. Lorsque la remontée forcée du chalut a lieu à partir d'une certaine profondeur, la décompression devient insoutenable ; il arrive alors que la vessie natatoire éclate, que les yeux sortent des orbites ou que l'œsophage et l'estomac sortent par la bouche<sup>24</sup>. Les poissons coincés dans les filets maillants se débattent et se blessent. Il arrive qu'ils se coupent au point de mourir vidés de leur sang. Une fois immobilisés, ils deviennent des proies faciles pour les prédateurs et les parasites. Quand les filets ne sont pas remontés tous les jours, la mort peut être très longue à venir. Lorsqu'on transpose par l'imagination les techniques employées pour capturer les poissons à des animaux terrestres qui nous sont plus familiers, on en perçoit mieux la brutalité.

La pêche induit toujours la souffrance animale, une souffrance souvent à la fois intense et prolongée.

21. dans Brown C, Laland K. and Krause J., *Fish Cognition and Behaviour*, Blackwell Publishing, Cambridge, UK, 2006. Cité par David Chauvet dans *La mentaphobie tue les animaux*, 2008, p. 39.

22. Stéphane Deligeorges, « Les céphalopodes apprennent vite et bien », *La Recherche*, espace blogs, <http://www.larecherche.fr/content/recherche/article?id=12639>

23. « Une étude révèle que les crabes ressentent eux aussi la douleur », *Cordis Nouvelles*, 20 mars 2009, [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FR\\_NEWS&ACTION=D&SESSION=&RCN=30702](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FR_NEWS&ACTION=D&SESSION=&RCN=30702)

24. Joan Dunayer, « Fish: Sensitivity Beyond the Captor's Grasp », *The Animals' Agenda*, juillet-août 1991, p. 12-18. Traduction française de cet article disponible à cette adresse : <http://www.cahiers-antispecistes.org/spip.php?article7>. Sur le thème de la souffrance causée aux animaux pêchés, voir également cette page (en anglais) : [http://www.mwg.utvinternet.com/iss\\_other\\_welfare.html](http://www.mwg.utvinternet.com/iss_other_welfare.html)

## L'aquaculture

### Facteur aggravant de la surpêche

On pourrait croire que l'élevage de poissons et crustacés est un moyen de relâcher la pression sur la faune aquatique sauvage. C'est une idée fautive. L'aquaculture accroît au contraire la demande de produits de la pêche. Les poissons d'élevage les plus prisés sont des carnivores (saumon, daurade, bar, truite, turbot...) nourris avec des farines et huiles de « poissons fourrage » (anchois, sardines, merlans bleus...). Le développement des élevages a favorisé la surexploitation des stocks de ces poissons de moindre valeur, aux dépens des oiseaux, phoques et poissons carnivores qui disparaissent des zones surexploitées par manque de nourriture. Les consommateurs humains pouvant se payer des sardines du temps de leur abondance n'ont pas forcément les moyens d'acheter du saumon. (Les anchois et sardines ont par exemple disparu au large de la Namibie.)

Il faut entre 2,5 et 5 kg de poisson pour produire 1 kg de poisson carnivore d'aquaculture<sup>25</sup>. Le rendement est sensiblement meilleur pour les crevettes<sup>26</sup>. Il est désastreux pour le thon rouge, un grand prédateur surpêché dont on cherche à développer l'élevage : 10 à 20 kg de poisson pour 1 kg de thon rouge. Les carpes et tilapias sont parfois qualifiés de « poissons végétariens » : il s'agit en fait d'omnivores qui peuvent être nourris de végétaux ou d'autres denrées. Depuis le milieu des années 90, on ajoute des farines de poisson à leur alimentation, si bien qu'en 2007, l'ensemble des élevages de carpes et de tilapias consommait plus d'une fois et demie la quantité de farines de poissons utilisée par les élevages de saumons et crevettes<sup>27</sup>.

### Pisciculture : un océan de souffrance animale<sup>28</sup>

Si la production de l'aquaculture a pu augmenter si rapidement, c'est parce qu'il s'agit d'élevage intensif. Comme dans le cas des animaux terrestres, la production de chair animale repose massivement sur des méthodes imposant des conditions de vie insoutenables aux animaux. Les poissons sont entassés dans des cages ou bassins immergés, à des densités énormes favorisant le stress et la propagation de maladies. Les taux de mortalité en élevage piscicole (10 à 30%) témoignent de la dégradation de la santé et du bien-être des animaux. Nombre de poissons présentent des blessures aux nageoires ou à la queue, ou des maladies des yeux allant jusqu'à la cécité.

Les animaux sont fréquemment infestés de parasites. Les saumons d'élevage sont en particulier victimes des poux de mer (petits crustacés) qui se nourrissent de leur chair, causant de graves blessures.

Les truites et saumons sont privés de nourriture pendant les 7 à 10 jours précédant leur abattage.

Les méthodes d'abattage induisent dans la plupart des cas une agonie prolongée :

- asphyxie à l'air libre ; le temps pendant lequel les poissons suffoquent est encore accru lorsqu'ils sont jetés sur de la glace, sur laquelle ils s'étouffent lentement une quinzaine de minutes avant de perdre conscience.
- immersion dans un bain de dioxyde de carbone : l'immobilisation intervient au bout de 30 secondes, mais les poissons restent conscients pendant 4 à 9 minutes.
- passage dans un bain électrique, ce qui n'est efficace que si l'intensité du courant est suffisante, sans quoi les poissons sont paralysés mais conscients ;
- assommage manuel, ce qui conduit à des ratages si bien qu'une partie des poissons sont saignés en toute conscience ;
- saignée sans étourdissement préalable : après que les branchies aient été tranchées, les poissons restent conscients 4 à 7 minutes pendant qu'ils se vident de leur sang.

L'OIE (Organisation mondiale de la santé animale) a manifesté son intention d'établir des lignes directrices pour le bien-être des poissons d'élevage<sup>29</sup>. Une recommandation du Conseil de l'Europe

25. Selon Cury et Misery, *op.cit.*, p. 197.

26. Il faut 1 à 2 kg d'aliment, composé de céréales et farine de poisson, pour obtenir 1 kg de crevettes (Source : « Elevage de crevettes », Wikipedia, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Élevage\\_de\\_crevettes](http://fr.wikipedia.org/wiki/Élevage_de_crevettes))

27. Source : « L'aquaculture pompe les ressources marines », Sciences et avenir, 8 septembre 2009, <http://www.sciencesetavenir.fr/actualite/nature-environnement/20090908.OBS0457/l-aquaculture-pompe-les-ressources-marines.html>

28. Sources :

- PMAF, « L'élevage intensif de poissons », <http://pmaf.org/s-informer/nos-campagnes/poissons.html>

- Friends of the Irish Environment, « Fish Welfare », [http://www.mwg.utvinternet.com/iss\\_other\\_welfare.html](http://www.mwg.utvinternet.com/iss_other_welfare.html)

29. OIE, *Code sanitaire pour les animaux aquatiques*, Annexe 3.4.1., article 3.4.1.1., [http://www.oie.int/fr/normes/fcode/fr\\_chapitre\\_3.4.1.htm](http://www.oie.int/fr/normes/fcode/fr_chapitre_3.4.1.htm)

entrée en vigueur le 5 juin 2006 concerne la santé et le bien-être des poissons d'élevage<sup>30</sup>. En pratique, les poissons sont les animaux d'élevage les moins protégés, alors que les animaux terrestres sont déjà fort peu. Concernant le bien-être des crustacés, la réglementation est totalement inexistante.

## Problèmes environnementaux et sanitaires générés par l'aquaculture

Les élevages intensifs sont d'importantes sources de pollution.

Un élevage type de 200 000 saumons produit la même quantité de matières fécales qu'une ville de 62 000 habitants<sup>31</sup>.

Les élevages de crevettes ont connu une croissance très rapide à partir des années 1970, stimulés par la demande des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon. Les trois quarts de la production sont réalisés en Asie, le quart restant en Amérique latine. D'immenses surfaces de mangroves ont été défrichées pour installer des élevages, bouleversant des milieux qui abritent de nombreuses espèces d'animaux, et entraînant une forte érosion des sols et un affaiblissement de la protection contre les crues. Les étangs d'élevage sont abandonnés au bout de 3 à 5 ans d'exploitation en raison de la formation progressive d'une boue toxique au fond des bassins (mélange d'excréments et de produits chimiques) laissant une zone impropre à tout autre usage.

Comme dans tous les élevages intensifs, les maladies se propagent rapidement entre les animaux. Des élevages aquacoles entiers sont décimés et doivent être fermés quand cela survient. Pour limiter ce risque, les éleveurs traitent les animaux aux antibiotiques, antifongiques et autres pesticides. Cela pose un problème de santé publique lorsque des résidus d'antibiotiques se trouvent dans la chair des animaux consommés, ou qu'elle est contaminée par divers polluants. On constate par ailleurs la présence de bactéries résistantes aux antibiotiques dans les sédiments situés sous les parcs.

Les élevages aquacoles sont une menace pour la faune sauvage. Les antifongiques, pesticides et autres produits chimiques contaminent les eaux. Les animaux qui s'échappent des enclos propagent les maladies contractées dans les élevages à leurs congénères sauvages. C'est ainsi que l'épidémie d'anémie infectieuse du saumon qui sévit dans les fermes aquacoles du Chili depuis 2007 a ravagé de nombreux élevages et que le virus s'est transmis aux poissons sauvages via les saumons évadés<sup>32</sup>. Les parasites qui pullulent dans les élevages finissent eux aussi par atteindre les poissons sauvages : les poux de mer des saumons d'élevage peuvent infester des populations de saumons ou de truites sauvages à un niveau potentiellement mortel pour les poissons sauvages. Charles Clover (*op.cit.*, p. 298) commente avec une pointe d'humour désabusé la réaction des autorités écossaises à un cas indubitable d'infestation de truites migrantes par des poux issus des élevages piscicoles :

« Allan Wilson, ministre écossais de l'Environnement et du Développement rural (une double casquette difficile à porter), répondit qu'il était "vital de trouver un équilibre entre les besoins de ce secteur en développement et son impact sur l'environnement". Dans ce cas, "trouver un équilibre" signifie ne rien faire. »

30. [http://www.coe.int/t/e/legal\\_affairs/legal\\_co-operation/biological\\_safety\\_use\\_of\\_animals/Farming/Rec%20fish%20E.asp](http://www.coe.int/t/e/legal_affairs/legal_co-operation/biological_safety_use_of_animals/Farming/Rec%20fish%20E.asp)

31. Source : Greenpeace, « Pisciculture », <http://oceans.greenpeace.org/fr/nos-oceans/pisciculture>

32. Cf. Richard De Venteuil et Gilbert Charles, « L'élevage du poisson remis en question », *L'express.fr*, 17 mars 2010, [http://www.lexpress.fr/actualite/environnement/l-elevage-du-poisson-remis-en-question\\_855714.html](http://www.lexpress.fr/actualite/environnement/l-elevage-du-poisson-remis-en-question_855714.html)

## Subventions pousse-au-crime et politiques irresponsables

Le 8 juin 2009 (Journée mondiale des océans), Pascal Lamy, directeur de l'OMC, a déclaré à propos de la menace d'épuisement des ressources halieutiques : « Pour avoir accordé chaque année au secteur de la pêche près de 16 milliards de dollars de subventions, les gouvernements ont leur part de responsabilité dans ce problème. À cause de ces aides, il y a plus de bateaux sur l'eau et moins de poissons dans la mer<sup>33</sup>. »

L'opacité et la multiplicité des formes d'aide à la pêche rendent les estimations difficiles. Ce qui est certain, c'est qu'elles représentent une part considérable de la valeur des prises (on trouve des chiffres allant de 15 à 25%), faisant de la pêche une des industries les plus subventionnées au monde. Que ce soit en réduisant les coûts ou en améliorant les recettes des entreprises, ces aides conduisent à maintenir l'activité de pêche à un niveau supérieur à ce qu'elle serait sans cela, alors que l'urgence est au contraire de mettre en place des politiques de réduction des quantités pêchées. Un autre effet de ces aides est d'accentuer l'inéquité entre les pêcheurs des pays pauvres et ceux des pays riches, facilitant le détournement des ressources halieutiques au profit des seconds. En effet, en tête du championnat des subventions, on trouve le Japon, suivi de l'Union européenne et des États-Unis<sup>34</sup>.

Parmi les subventions, celles qui abaissent le coût du carburant occupent une place notable : entre 4,2 et 8,5 milliards de dollars selon une étude d'Oceana<sup>35</sup>, combinant ainsi l'encouragement à capturer davantage d'animaux et l'incitation à gaspiller le pétrole.

La Commission européenne a dressé elle-même un état des lieux accablant de la politique des pêches dans l'Union dans un document publié le 22 avril 2009 :

« Si quelques flottes de pêche européennes sont rentables sans soutien public, la plupart connaissent des pertes ou de faibles profits. Ces maigres résultats s'expliquent par des surcapacités chroniques dont la surpêche est à la fois une cause et une conséquence : les flottes ont la capacité de pêcher beaucoup plus qu'on ne peut prélever sans compromettre la productivité future des stocks. Les réductions de capacité des dernières années n'ont pas suffi à rompre le cercle vicieux. [...] en moyenne, les flottes de pêche n'ont été réduites que de 2% par an, ce qui est largement compensé par les gains d'efficacité permis par le progrès technique (estimés à 2 à 3% par an). [...]

De fortes pressions politiques et économiques ont conduit les États membres à demander d'innombrables dérogations, exceptions et mesures spécifiques. [...]

Cette situation s'est développée dans un contexte de fort soutien financier public à l'industrie de la pêche, dont un des résultats a été de maintenir artificiellement la capacité de surpêche. Outre les aides directes du Fonds européen des pêches et les aides similaires au niveau de chaque pays, l'industrie bénéficie de nombre d'aides indirectes, la plus importante d'entre elles étant l'exemption des taxes sur le carburant. A la différence d'autres industries, la pêche bénéficie d'un accès gratuit à la ressource naturelle qu'elle exploite et on ne lui demande aucune contribution aux frais de gestion publics liés à son activité, par exemple le contrôle et la sécurité en mer. Dans plusieurs États membres, les estimations indiquent que les dépenses publiques pour la pêche dépassent la valeur des prises. Autrement dit, les citoyens européens paient deux fois le poisson : une fois quand ils l'achètent et une deuxième fois à travers leurs impôts. [...] La Commission considère que les faits précédents sont imputables à cinq principales failles structurelles :


- un problème structurel de surcapacité ;
- des objectifs politiques imprécis conduisant à un guidage insuffisant des décisions et de leur mise en application ;
- un mode de prise de décision qui pousse à se focaliser sur le court terme ;
- un cadre qui ne responsabilise pas assez l'industrie ;
- un manque de volonté politique dans la mise en œuvre des mesures et une faible application de ces mesures par l'industrie<sup>36</sup>. »

33. OMC, « M. Lamy appelle à un accord de Doha pour favoriser une pêche durable », 8 juin 2009, [http://www.wto.org/french/news\\_f/sppl\\_f/sppl129\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl129_f.htm)

34. Selon Clover, *op. cit.*, p. 145.

35. « Les coûts économiques et environnementaux des subventions du carburant pour la pêche », *Agritrade*, décembre 2009, <http://tinyurl.com/yddkstf>

36. Commission of the European Communities, « Green Paper- Reform of the Common Fisheries Policy », 22 avril 2009, p. 7-8, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0163:FIN:EN:PDF>



La France compte parmi les pays de l'Union qui se préoccupent davantage d'aller dans le sens des attentes de l'industrie de la pêche que de veiller à la préservation des océans. « Si en théorie la Commission européenne peut exercer un contrôle effectif de la mise en œuvre des réglementations, dans la pratique, elle reste une affaire bien gardée des États qui, comme c'est le cas de la France, tolèrent les fraudes avec une complaisance impressionnante<sup>37</sup>. »

Interviewé par *Ouest-France*, Daniel Pauly, un des grands spécialistes mondiaux des ressources marines, livrait ces réflexions en février 2010 :

« On ne peut pas avoir des stocks en bon état et des pêcheries rentables en subventionnant la surpêche et en acceptant toutes les concessions que les pêcheurs demandent. C'est vrai à travers l'Europe et c'est encore plus vrai en France, car on n'a même plus les mots pour décrire ce qui se passe. Par exemple, dans le Grenelle de la mer, on avait de la peine à discuter des subventions parce que les professionnels qui étaient représentés ne voulaient pas qu'on utilise le mot « subventions », il fallait parler d'« ajustements » ou toutes sortes d'euphémismes. [...]

Les pêcheurs disent que les scientifiques se trompent toujours, et en plus, toujours de la même façon, en sous-estimant les stocks. C'est quand même un peu bizarre, non ? Combien y a-t-il de tonnes de poissons dans l'eau ? Les pêcheurs ne le savent pas. Les scientifiques, on peut leur reprocher des tas de choses, mais, en général, ils ne sont pas payés directement par l'industrie sur laquelle ils travaillent<sup>38</sup>. »

## Réduire notre production et consommation d'animaux aquatiques

Les pays développés, gros consommateurs de produits de la pêche et de l'aquaculture, sont nombreux à être importateurs nets de ces produits. C'est le cas de la France. On argue de ce déficit commercial pour soutenir que les politiques nationales doivent aider la pêche et favoriser le développement de l'aquaculture<sup>39</sup>. C'est une position aberrante. Le niveau de consommation de poisson du Français moyen ne peut pas être généralisé à chaque habitant de la planète, la terre n'y suffirait pas. De tels niveaux de consommation ne peuvent exister que pour une minorité de privilégiés, au détriment du reste des humains et du monde vivant dans son ensemble. En outre, toute politique favorisant la pêche ou la pisciculture a pour effet induit d'accroître la souffrance animale.

Pour ces raisons, il est nécessaire au contraire d'adopter des mesures permettant de réduire la production et la consommation d'animaux aquatiques, couplées à des politiques d'aide à la reconversion pour les travailleurs des filières amenées à décliner.

Au niveau individuel, les consommateurs de poisson peuvent se détourner de la pêche industrielle au profit des produits issus de la pêche artisanale, privilégier les poissons situés au bas de la chaîne alimentaire (sardines, anchois) plutôt que les poissons d'élevage nourris de ces « poissons-fourrage », et s'informer auprès d'associations écologiques afin d'éviter d'acheter des espèces surpêchées.

---

37. Cury et Miserey, *op. cit.*, p. 174.

38. « Un chercheur dénonce la surpêche », *Ouest-France*, 2 février 2010, [http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet\\_-Un-chercheur-denonce-la-surpeche-\\_3640-1248862\\_actu.Htm](http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet_-Un-chercheur-denonce-la-surpeche-_3640-1248862_actu.Htm)

39. Le projet de loi de modernisation agricole 2010 de la France prévoit ainsi de favoriser le développement de l'aquaculture.

# Quelles politiques pour réduire la part des produits d'origine animale dans l'alimentation ?

Les productions animales (élevage, pêche, aquaculture) posent aujourd'hui des problèmes aigus de dégradation de l'environnement, de souffrance animale et d'accaparement de ressources limitées au détriment des populations humaines les plus démunies.

Si une évolution vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement est en marche, elle est insuffisante pour remédier aux problèmes – environnementaux et autres – engendrés par notre système de production alimentaire. Une réduction significative de la consommation de produits d'origine animale est indispensable pour progresser simultanément sur tous les fronts.

Il s'agit d'un sujet transversal, tant par la diversité des domaines affectés, que par la pluralité des acteurs à impliquer pour donner une nouvelle orientation à nos pratiques alimentaires. Pour s'en tenir au seul niveau des institutions politiques, ce sont aussi bien les échelons locaux, que nationaux et internationaux qui sont concernés.

Comment ces institutions peuvent-elles agir ?

**32 ... Donner la place qu'il mérite au thème de la nécessaire réduction de la production / consommation de produits d'origine animale**

**33 ... Favoriser et accompagner la transition vers une alimentation plus végétale**

33 ... Promouvoir la pratique d'une journée végétarienne par semaine et développer la présence du choix végétarien

33 ... Favoriser une réorientation de la production et de l'emploi

35 ... Formation et information

35 ... Réduire les volumes de nourriture gaspillée

**36 ... Pour une politique mondiale de freinage des productions animales**

36 ... Appel à un protocole de Paris pour le changement alimentaire

## Donner la place qu'il mérite au thème de la nécessaire réduction de la production / consommation de produits d'origine animale

Les conséquences négatives du surdéveloppement de l'élevage et de la pêche sont repérées depuis longtemps par des acteurs de la société civile ; elles sont évoquées dans des rapports d'experts et dans des publications d'institutions internationales... Il nous appartient collectivement de chercher des solutions. Pour ce faire, une des conditions requises est **que les pouvoirs publics fassent leur part dans la mise de cette thématique à l'ordre du jour.**

En France, nous souffrons aujourd'hui d'un déficit flagrant en la matière. Les citoyens sont alertés sur la nécessité de revoir leurs pratiques en matière de transport, d'isolation des habitations, de limitation des pollutions industrielles, de recyclage des matériaux... En revanche, rien dans la communication ni dans les politiques publiques, à l'échelon national, ne pointe la nécessaire révision de nos pratiques alimentaires.

Il n'y a pourtant rien qui puisse expliquer ce silence :

- L'impact de notre mode de production alimentaire est largement aussi important que celui des autres domaines précités.
- Il y a ici, comme sur d'autres dossiers (mais pas davantage), des conséquences sur des filières de production appelant des mesures d'adaptation et de reconversion : déclin de certaines activités, mais aussi opportunités de développement de nouveaux secteurs et emplois. La défense de l'immobilisme au nom de la préservation du monde agricole tel qu'il est aujourd'hui va à l'encontre de l'intérêt général et surestime le coût social des mutations nécessaires. En 1906, 43% de la population active française vivait de l'agriculture. En 2006, ce chiffre n'était plus que de 3,7%. C'est la marche forcée vers l'industrialisation de l'élevage et de l'agriculture dans la seconde moitié du vingtième siècle qui a accéléré la disparition des emplois agricoles, et non la pression des exigences de défense de l'environnement et du bien-être animal.

L'attitude qui a prévalu jusqu'ici dans notre pays empêche toute réponse à la hauteur du problème. Elle conduit à des séries d'ajustements à la marge, à efficacité réduite, qui parfois atténuent un type d'effet négatif en alourdissant ou laissant intact un autre, et qui au total coûtent très cher au contribuable (financer la méthanisation du lisier plutôt que l'orientation de l'agriculture bretonne vers des productions animales de type moins intensif et vers davantage de productions végétales ; financer à grands frais le plan de sortie de flotte des thoniers senneurs après avoir subventionné à grands frais leur construction...)

Etant donné

- que le modèle de surconsommation de produits d'origine animale dans les pays développés - qui est en voie d'extension aux pays à revenu intermédiaire - est déjà à l'origine de dégâts considérables,
- que ce modèle n'est pas transposable à l'ensemble des êtres humains,

il est grand temps de prendre des dispositions pour favoriser une « végétalisation » de l'alimentation.

Le régime alimentaire en vigueur aujourd'hui ne date que de quelques générations. Il n'y a rien d'impossible à lui faire connaître une transformation tout aussi profonde dans les années qui viennent, dans l'intérêt des humains, des animaux et de la préservation de la planète.

Le premier pas - primordial pour y parvenir - est que les pouvoirs publics s'engagent clairement dans cette voie. Si la volonté politique existe, de multiples moyens peuvent être mis en œuvre au service de l'objectif poursuivi. Les sections suivantes esquissent quelques pistes à ce sujet. Elles peuvent être grandement affinées, pour peu que l'on encourage la réalisation d'études indépendantes sur leurs modalités et leur impact, ainsi que les expériences de mise en application.



## Favoriser et accompagner la transition vers une alimentation plus végétale

### Promouvoir la pratique d'une journée végétarienne<sup>1</sup> par semaine et développer la présence du choix végétarien

C'est une approche qui présente de nombreux atouts :

- Cette proposition jouit déjà d'une certaine popularité au niveau international, il est probable que les mises en application vont s'étendre dans divers pays. On s'inscrit ainsi dans une dynamique qui dépasse nos frontières.
- C'est une mesure dont les effets sont sensibles dès qu'elle entre en application.
- Elle permet de communiquer sur les bénéfices d'un accroissement de la part des produits végétaux dans notre alimentation en prenant comme point d'appui une disposition simple et concrète, ce qui est plus efficace qu'un discours très général. Elle est en particulier plus efficace que le simple conseil « mangeons moins de viande et plus de végétaux », parce que le fait d'organiser une journée sans viande crée l'occasion de découvrir de nouveaux produits, de nouvelles recettes, de nouveaux critères dans la composition des repas : le plaisir de manger autrement.

La journée végétarienne suppose l'implication des pouvoirs publics à différents niveaux. Une communication au niveau national autour de cette journée favoriserait grandement l'attention du public à cette initiative.

Les collectivités locales ont un rôle central à jouer en la matière puisqu'elles gèrent une part importante de la restauration collective publique et sont maîtresses de leurs choix en ce domaine. La journée végétarienne n'a de sens que si elle permet effectivement de réduire la part des produits animaux dans l'alimentation : menus purement végétaux, ou menus sans viande ni poisson dans lesquels l'absence de chair animale n'est pas compensée par un surcroît d'œufs et laitages.

Des supports informatifs sont à élaborer en direction de différents publics : restaurateurs privés, responsables de la restauration collective, traiteurs artisanaux ou industriels, particuliers (restauration à domicile).

En complément de cette action, il conviendrait d'encourager la présence systématique du choix végétarien : que chacun puisse aisément accéder à un menu végétal équilibré, s'il le souhaite, lorsqu'il est amené à prendre des repas hors de son domicile.

### Favoriser une réorientation de la production et de l'emploi

Il s'agit de modifier notamment les régimes d'aide publique, de fiscalité, de commande publique de façon à :

- favoriser le recul de l'élevage intensif (pisciculture incluse) et de la pêche, au profit du développement et de la valorisation de productions végétales, et du développement d'emplois répondant à des besoins sociaux mal satisfaits ;
- favoriser l'orientation de la demande de produits d'origine animale vers des élevages plus respectueux du bien-être animal.

Afin d'atteindre ces objectifs, on peut mettre en œuvre les moyens suivants.

- Mettre en place des dispositifs d'**aide à la reconversion** pour les travailleurs concernés par le recul des filières de productions animales et leur assurer un revenu décent pendant la période nécessaire à leur transition vers de nouveaux emplois<sup>2</sup>.
- Agir de façon à **décourager l'entrée de nouveaux actifs dans les métiers et activités appelés à décliner**. (Il est moins coûteux de ne pas entrer dans une profession que d'avoir

à se reconverter pour en sortir). Empêcher les nouvelles installations ou extensions dans l'élevage intensif et la pisciculture. Agir sur l'enseignement agricole de façon à restreindre le flux de nouveaux entrants dans les métiers de l'élevage intensif, au profit de l'acquisition de savoirs utiles dans d'autres activités agricoles. La gestion de l'allocation du foncier agricole peut jouer dans le même sens. De même, limiter l'orientation des jeunes vers les métiers de la pêche et de l'élevage aquacole.

1. Se reporter à l'annexe I p. 37 pour prendre connaissance d'expériences déjà en cours de ce type.

2. Une fois passée la période de transition, les ressources libérées pourront alimenter le soutien à des emplois en milieu rural, ou tout type d'emplois et activités non délocalisables destinés à couvrir des besoins encore mal satisfaits (crèches, encadrement périscolaire, logement social, services aux personnes âgées, rénovation de l'habitat en vue d'économies d'énergie...)

→ **Cesser de soutenir l'élevage intensif et la pêche par des aides publiques**<sup>3</sup> qui ont pour effet de maintenir ces productions à un niveau plus élevé qu'elles ne le seraient sans cela. Ceci concerne tout autant les échelons locaux, nationaux qu'europpéen<sup>4</sup>. La réorientation de la consommation ne peut qu'être favorisée par une **diminution du prix relatif des produits végétaux par rapport aux produits animaux**. Cette diminution peut être accentuée par la redistribution des aides au profit des premiers et au besoin par des dispositions fiscales : taxation réduite sur les produits végétaux et accrue sur les produits animaux (du moins ceux issus de la pêche et de l'élevage industriels). La fiscalité réduite faciliterait l'accès aux fruits et légumes pour les ménages à faible revenu<sup>5</sup>. La taxation des produits issus de l'élevage intensif aurait pour effet induit de réduire (ou d'inverser selon le niveau de taxation) le différentiel de prix entre ces produits et ceux provenant de l'élevage biologique et autres labels plus respectueux du bien-être animal, favorisant ainsi l'orientation de la consommation vers ces derniers.

→ **Encourager les productions végétales, en particulier celles qui reposent sur les techniques les moins agressives pour l'environnement**, qui sont aussi des modes de production plus riches en emplois. Développer le recours à de telles techniques dans la culture d'oléagineux et de céréales. Mettre l'accent sur l'accroissement de la culture et de la consommation de légumineuses, qui présentent un fort intérêt tant sur le plan nutritionnel qu'agronomique. Développer la culture, la transformation et la commercialisation en France de produits à haute valeur nutritionnelle (quinoa, soja...). Favoriser la recherche sur des modes de culture encore peu pratiqués dans notre pays tels que l'agriculture biovégétarienne et aider les agriculteurs qui se lancent dans leur mise en œuvre.

→ **Encourager par la commande publique les produits agricoles provenant des circuits les plus respectueux de l'environnement et du bien-être animal**. En particulier, coupler la baisse du volume des commandes de produits d'origine animale avec le fait de **diriger une part croissante de ces commandes (à terme : la totalité) vers des produits issus de**

**l'élevage biologique ou de labels présentant des garanties équivalentes en matière de bien-être animal**. D'autre part, **privilégier la commande de produits n'ayant pas parcouru des distances excessives**, ce qui est à la fois un moyen de limiter le prélèvement sur les ressources en hydrocarbures et de soutenir l'emploi agricole près des lieux de consommation.

→ **Soutenir les entreprises qui développent l'offre de produits végétaux**. Cette offre est aujourd'hui trop peu diversifiée concernant les produits préparés (conserves, surgelés, traiteur...) et trop cantonnée dans des commerces spécialisés tels que les magasins biologiques, qui touchent une population limitée. L'extension et l'amélioration des circuits de distribution permettrait une baisse sensible des prix de ces produits. Actuellement, le choix insuffisant d'alternatives végétales pour les ménages qui n'ont pas des heures à consacrer aux tâches culinaires est l'un des facteurs qui alimentent la surconsommation de produits d'origine animale.

→ **Faire d'un territoire un pôle emblématique d'un autre avenir possible**. Un plan ambitieux de reconversion de l'économie bretonne, s'appuyant sur tous les acteurs locaux porteurs d'un autre modèle de développement, et soutenu par la collectivité nationale, serait un signal fort pour l'ensemble du pays. Cette région est effet devenue en quelques décennies un concentré des problèmes engendrés par la surproduction de produits d'origine animale. Avec 57% du tonnage national de viande porcine, 42% du volume d'œufs, un quart de la viande veau, 21% du volume de lait et 34% du tonnage de volailles de chair<sup>6</sup>, la Bretagne détient le triste record national de la souffrance animale engendrée par l'élevage intensif<sup>7</sup>. Elle cumule aussi les problèmes qui lui sont associés : pollution des nappes phréatiques et cours d'eau, algues vertes et forte dépendance aux importations de produits destinés à l'alimentation animale. Basculer de l'ère du soutien public à ce modèle, à celle du soutien public à son démantèlement et au développement d'activités plus durables sur ce territoire, outre son intérêt pour la région elle-même, aurait valeur d'exemple au-delà même de nos frontières.

3. qu'il s'agisse de subventions directes, d'aides à la promotion des produits, de crédits à conditions privilégiées, d'aides amenuisant le coût des intrants ou de dispositions qui permettent aux exploitations de ne pas supporter le coût des externalités négatives qu'elles génèrent.

4. Pour l'UE, l'eurodéputé Jens Holm avait déposé une proposition au Parlement européen dans ce sens lors de la précédente législature.

5. Cependant, des mesures spécifiques complémentaires sont nécessaires pour permettre à ces ménages d'accéder à une alimentation suffisante et équilibrée.

6. Chiffres de l'année 2008. Source : Agreste, [http://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/bretagne\\_cle88d1de.pdf](http://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/bretagne_cle88d1de.pdf)

7. L'aquaculture et la pêche y sont par ailleurs beaucoup plus développés que dans le reste du pays.

## Formation et information

Le recul de la part des produits d'origine animale dans la consommation suppose aussi des dispositions concernant la formation dans certaines professions et l'information du public en général.

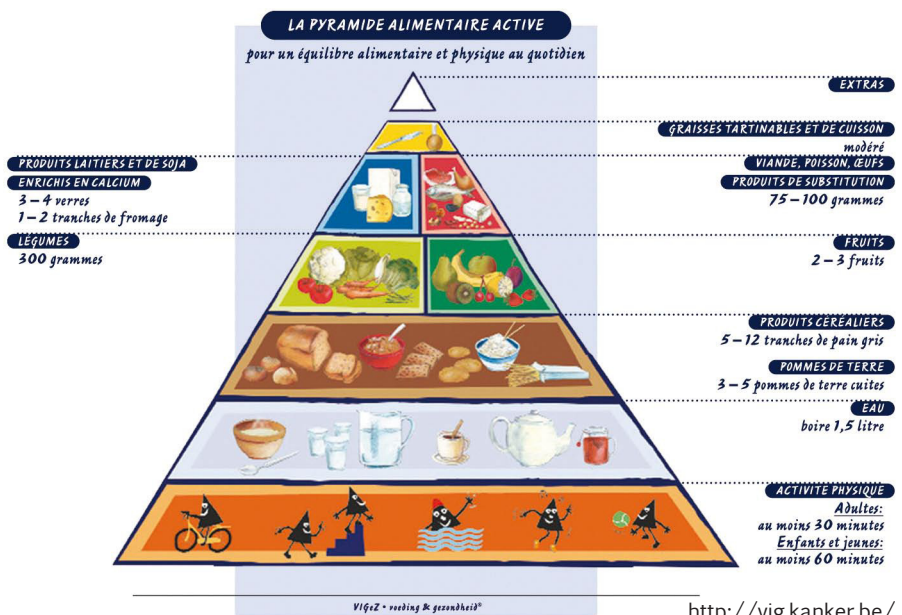
→ **Formation initiale et continue des professionnels de la restauration** afin qu'ils sachent concevoir et préparer des menus équilibrés avec une moindre proportion de produits d'origine animale, ainsi que des menus équilibrés sans produits d'origine animale.

→ **Formation initiale et continue des professionnels de la santé**, de façon à ce qu'ils sachent conseiller les patients quel que soit le régime alimentaire choisi par ces derniers : avec ou sans produits animaux. Actuellement, en France, beaucoup de médecins et diététiciens sont assez ignorants des données concernant les régimes végétariens, et de la façon de les adapter aux différentes périodes de la vie (croissance, grossesse, grand âge...).

→ Dans l'**information donnée au public**, il serait souhaitable de faire apparaître que la viande, poisson et produits laitiers satisfont certains besoins nutritionnels, mais aussi que d'autres produits peuvent couvrir ces mêmes besoins. Cela est signalé très simplement par exemple chez nos voisins belges, à travers une présentation pédagogique des catégories de produits<sup>8</sup>.

→ **Faciliter le repérage des informations nutritionnelles produites en situation de conflit d'intérêts - Favoriser une information indépendante des intérêts économiques.**

Imposer que les organismes de type CIV, CERIN etc. inscrivent clairement sur la documentation qu'ils produisent et dans les courriers qu'ils adressent (aux médecins, diététiciens, établissements scolaires notamment) qu'ils sont au service de filières de production. Faire en sorte que le public et les professionnels accèdent en priorité à une information produite par des organismes n'ayant pas d'intérêt économique à vanter certains produits.



## Réduire les volumes de nourriture gaspillée

Des chiffres inquiétants circulent sur les volumes de produits alimentaires (de toutes catégories) gaspillés dans les pays développés. Il s'agit d'un problème différent de celui de la surconsommation de produits animaux, mais qui s'y ajoute pour contribuer aux effets négatifs de notre système de fourniture de biens alimentaires. Lui aussi demanderait qu'on y prête davantage attention :

→ **Chiffrer les volumes de nourriture gaspillée** en France (aliments produits ou importés et jetés sans être consommés) : au niveau des circuits de production, de distribution, de la restauration privée ou publique, des ménages.

→ **Concevoir et mettre en œuvre des programmes de réduction du gaspillage.**

→ **Sensibiliser l'opinion à ce problème**, notamment en traduisant ces chiffres en nombre de personnes qui auraient pu être nourries avec ces ressources, nombre d'animaux tués pour rien, dégâts environnementaux causés pour rien.

8. la « pyramide alimentaire ». On la trouve décrite notamment dans ce document : Institut Scientifique de la Santé publique, Enquête de consommation alimentaire Belge 1- 2004, 2006, <http://www.iph.fgov.be/epidemiologie/epif/foodfr/food04fr/food51fr.pdf>. Voir la description de « l'étage 4 », page 172.

## Pour une politique mondiale de freinage des productions animales

Des aménagements en ce sens sont envisageables dans le cadre des accords de l'OMC. Toutefois, on sait combien les négociations des volets « pêche » et « agriculture » sont dures, interminables, et sujettes à l'embourbement dans la défense d'intérêts nationaux particuliers.

Or, les dégâts liés au surdéveloppement de l'élevage (aquaculture incluse) et de la pêche sont d'ors et déjà dramatiques et menacent de s'étendre à grande vitesse si les tendances des dernières décennies se maintiennent, comme le laissent prévoir certaines projections.

Face à cette menace, une mobilisation énergique de la communauté internationale est né-

cessaire. Elle a plus de chance de se produire si elle est impulsée par des pays développés et s'ils proposent un partage équitable des adaptations à opérer selon les régions du monde. En effet, ces pays sont ceux où la consommation de produits d'origine animale est la plus élevée, et ceux qui les premiers ont recouru aux méthodes de production de masse qui ont permis l'explosion de la production. L'Europe pourrait prendre l'initiative d'une conférence mondiale qui se tiendrait dans une capitale européenne (Paris par exemple), débouchant sur un accord international ambitieux et contraignant de freinage des productions animales.

### Appel à un protocole de Paris pour le changement alimentaire

Le Protocole de Kyoto a traduit en engagements quantitatifs juridiquement contraignants la volonté de lutter contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Chacun est conscient qu'il fallait le faire ; l'échec du sommet de Copenhague à étendre ces engagements a été accueilli avec inquiétude partout dans le monde.

Jusqu'ici, les mesures envisagées pour réduire les émissions de GES ont été d'ordre essentiellement industriel et technologique. Or, la surconsommation de produits d'origine animale dans les pays développés, et l'extension de ce modèle aux pays émergents, contribuent lourdement à l'effet de serre ainsi qu'à d'autres facteurs de dégradation de l'environnement et d'atteinte à la vie sauvage. Ils sont également la cause de pratiques incompatibles avec un respect minimal du bien-être animal, et présentent des dangers pour la santé humaine.

Pourtant, on constate que ces problèmes sont systématiquement ignorés dans les accords internationaux. Manifestement, il manque une initiative pour s'attaquer à la question alimentaire. Qui en aura le courage ? L'Union européenne pourrait constituer la force d'impulsion qui manque. Elle pourrait être l'initiatrice d'un « protocole de Paris » qui fixerait des objectifs pour un changement alimentaire au niveau mondial.

Les pays dont la consommation de produits d'origine animale dépasse la moyenne mondiale actuelle (par habitant) s'engageraient à réduire leur consommation par paliers, avec des objectifs chiffrés et des dates butoir pour les atteindre.

Les pays dont la consommation de produits d'origine animale est en dessous de l'actuelle moyenne mondiale s'engageraient à ne pas dé-

passer ce seuil, et à ne pas encourager, par des politiques publiques, le développement de l'élevage intensif (aquaculture incluse) sur leur territoire. Il leur serait reconnu un droit légitime à se protéger des importations de produits issus de la pêche et de l'élevage industriels. Ce même droit pourrait être reconnu à tout pays qui n'est pas lui-même exportateur de produits issus de ces secteurs.

Ces engagements visant à stabiliser la consommation par tête de produits d'origine animale au niveau planétaire seraient le minimum requis : un pas important pour marquer une volonté politique mondiale de prendre au sérieux les enjeux de nos modes de production et de consommation alimentaires et de traduire ce tournant en mesures concrètes.

Un pas important mais insuffisant : si ces objectifs étaient atteints, les volumes de productions animales non seulement ne régresseraient pas, mais continueraient de croître, du simple fait de la croissance de la population humaine. C'est pourquoi, le protocole de Paris devrait en outre préparer le terrain pour des progrès plus substantiels. A cette fin, les signataires pourraient déclarer être conscients qu'il est raisonnable de construire l'alimentation humaine sur une base essentiellement végétale ; de ce fait, déclarer s'engager à favoriser toute recherche nutritionnelle allant dans ce sens et à promouvoir les alternatives végétales chaque fois que cela est possible. Ils conviendraient de faire périodiquement le bilan des progrès accomplis dans ce sens.

Enfin, ils manifesteraient leur souci de favoriser des méthodes de culture durables, c'est-à-dire équitables sur le plan social et protectrices de l'environnement.

# Annexe 1

## Le jeudi végétarien de Gand et autres initiatives du même ordre

### Gand instaure la journée végétarienne hebdomadaire<sup>1</sup>

Le 13 mai 2009, la ville belge de Gand a inauguré son premier « jeudi végétarien ». Cette initiative d'une journée hebdomadaire sans chair animale n'est pas la première de son genre. Toutefois, elle a suscité une couverture médiatique exceptionnelle<sup>2</sup> et est ainsi devenue un modèle dont beaucoup souhaitent s'inspirer tant en Belgique que dans d'autres pays. Rajendra Pachauri, président du GIEC a contribué à la populariser au niveau mondial. En amont, la conférence « Less Meat, less Heat » donnée par le président du GIEC à l'université de Gand le 30 août 2008<sup>3</sup> a été l'un des facteurs qui ont encouragé la ville à mener ce projet à bien.

La municipalité de Gand est particulièrement dynamique en matière de politique de lutte contre le réchauffement climatique<sup>4</sup>. Dans l'équipe municipale, le principal artisan du « jeudi végétarien » a été le conseiller municipal Tom Balthazar<sup>5</sup>, en charge des quatre domaines qui constituent les quatre bonnes raisons d'instaurer une journée végétarienne : environnement, santé, bien-être animal, solidarité nord-sud. Il a été épaulé dans la préparation de cette mesure par l'association EVA<sup>6</sup> (Ethical Vegetarian Alternative).

Les principaux éléments du dispositif mis en place à Gand sont les suivants :

- Campagne de sensibilisation des habitants (tracts, réunions d'information, etc.) sur les bienfaits d'une alimentation plus végétale.
- Instauration du menu végétarien le jeudi dans la restauration collective publique pour les employés de la ville dès le 13 mai 2009. La mesure a été étendue aux écoles à la rentrée de septembre et devrait s'étendre aux hôpitaux. Les promoteurs du jeudi végétarien espèrent voir les restaurants d'entreprise et d'autres institutions faire de même.
- Démarche en direction des restaurateurs privés afin qu'il proposent au moins un menu végétarien sur leur carte le jeudi.
- Mise en place de cours de cuisine végétarienne destinés aux professionnels de la restauration.
- Diverses actions en direction des particuliers : distributions de cartes de la ville indiquant où l'on peut manger végétarien, organisation de stands de dégustation de mets végétariens<sup>7</sup>, cours de cuisine végétarienne destinés aux particuliers.

### Gand fait des émules

A la suite de Gand, d'autres municipalités de Belgique (Hasselt et Mechelen) ont lancé la journée végétarienne hebdomadaire. La municipalité d'Anvers a mis le végétarisme à l'honneur pendant le mois de l'énergie et de l'environnement<sup>8</sup>. Le lundi végétarien est d'ors et déjà en vigueur dans les écoles de Baltimore et la ville de New York envisage de suivre cet exemple<sup>9</sup>. Brême en Alle-

1. Pour une information plus complète sur le jeudi végétarien de Gand, voir la FAQ en anglais sur le site d'EVA :

[http://www.vegetarisme.be/index.php?option=com\\_content&view=article&id=767](http://www.vegetarisme.be/index.php?option=com_content&view=article&id=767)

2. [http://www.vegetarisme.be/index.php?option=com\\_content&view=article&id=767](http://www.vegetarisme.be/index.php?option=com_content&view=article&id=767)

3. <http://www.evana.org/index.php?id=36895&lang=en>

4. Ce qui a valu à Gand d'être récompensée par un « Climate Star Award » le 22 octobre 2009, <http://www.developpementdurable.be/praktijk/34/news/1680>

5. Une interview de Tom Balthazar est disponible à cette adresse :

<http://www.unjoursansviande.fr/index.php/component/content/article/3.html>

6. Une interview de Tobias Leenaert d'EVA est disponible à cette adresse :

<http://www.evana.org/index.php?id=44580>

7. Cf. Ian Traynor, « Day of the lentil burghers: Ghent goes veggie to lose weight and save planet », *The Guardian*, 14 mai 2009, <http://www.guardian.co.uk/environment/2009/may/13/ghent-belgium-vegetarian-day>

8. <http://www.vegetarian.org.nz/content/2009/10/on-world-vegetarian-day-veggie-days-are-sprouting-up-all-over/>

9. « Bao Ong, A Push to Start the School Week without Meat », *New York Times*, 10 avril 2010, <http://cityroom.blogs.nytimes.com/2010/02/22/a-push-for-students-to-start-their-week-without-meat/>

magne s'apprête à instaurer à son tour la journée végétarienne<sup>10</sup>. La commune suisse d'Yverdon va très probablement introduire cette pratique dans les cantines scolaires<sup>11</sup>. Elle est déjà en place dans le 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris. A Taïwan, le ministère de l'Éducation incite les écoles, collèges et lycées à proposer un menu végétarien une fois par semaine<sup>12</sup>. Depuis janvier 2010, les cantines scolaires de Strasbourg servent un repas végétarien par trimestre<sup>13</sup>. La campagne pour un jour sans viande a été lancée les 3 et 4 octobre 2009 à Sao Paulo au Brésil<sup>14</sup>...

### Dans le même sens avec d'autres modalités...

...on voit des organismes publics inciter à réduire la consommation de produits d'origine animale.

En Grande Bretagne, une étude a été publiée en janvier 2009 sur l'impact environnemental du système de santé. Le rapport recommande de réduire les quantités de viande et produits laitiers et d'augmenter la part des légumes produits localement dans les repas servis dans les hôpitaux et conseille de servir des repas végétariens une fois par semaine<sup>15</sup>.

En décembre 2009, la Commission britannique pour le développement durable, organisme public chargé de conseiller le gouvernement, a remis un rapport recommandant aux autorités de faire baisser la consommation de viande<sup>16</sup>.

En Suède, en juin 2009, l'Administration nationale de l'alimentation a publié une brochure invitant à consommer moins de viande et à n'acheter que du poisson issu de modes d'élevage ou de pêche durables<sup>17</sup>.

En Belgique, les grandes lignes du nouveau plan national nutrition santé 2011-2015 ont été présentées à la Chambre le 10 mars 2010. Le plan prévoit notamment une réduction de la consommation de la viande rouge (pour répondre aux objectifs de développement durable), en lançant par exemple des « journées sans viande » dans les cantines des écoles et des entreprises. Le plan suggère aussi une diminution des taxes sur les fruits et légumes<sup>18</sup>.

### Les menus végétariens à Paris 2<sup>e</sup>, ça marche !

*Depuis janvier 2009, vous avez mis en place un repas végétarien hebdomadaire dans les restaurants scolaires du 2<sup>e</sup> arrondissement. Entre le moment où l'idée vous est venue et le moment de sa réalisation, est-ce que cette initiative a été longue et difficile à concrétiser ?*

Il a fallu un peu batailler au départ avec notre fournisseur de repas puisque celui-ci voulait nous facturer les repas végétariens plus chers que les repas carnés. Mais, modifier les habitudes de la cuisine n'a pas été aussi compliqué que l'on pouvait l'imaginer.

*Quelles ont été vos motivations, au départ, pour mettre en place une journée végétarienne ?*

Deux motivations. L'une de santé, notre alimentation trop carnée est à l'origine de maladies cardiovasculaires, voire de l'obésité. L'autre environnementale ; la production de viande industrielle ayant un bilan carbone très lourd et globalement un fort impact sur notre environnement puisqu'on estime qu'il faut 10 protéines végétales pour produire une protéine animale. Des considérations philosophiques sur la condition animale ne sont pas non plus absentes de ma démarche.

*Est-ce que vous diriez que les débuts ont suscité une certaine suspicion, de la part du personnel et des parents, mais que maintenant, la pratique aidant, c'est devenu une affaire bien acceptée ?*

La réponse est dans la question. C'est tout à fait ça. Au départ, le personnel, les parents et les enfants sont un peu dubitatifs puis peu à peu le plat végétarien fait partie du décor. Il devient habituel et se banalise. Aujourd'hui, on n'en parle presque plus !

*D'après ce que vous en savez, y a-t-il un plat que les enfants apprécient particulièrement ?*

Sont particulièrement appréciés les tartes aux fromages, les raviolis au tofu, (même si paradoxalement les enfants n'aiment pas le tofu en général). Quant aux pizzas végétariennes, ils en raffolent !

*Interview de Jacques Boutault, maire du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris - mai 2010*

10. Taz.de, « Bremen propagiert Veggiday », 28 janvier 2010, <http://www.taz.de/1/nord/artikel/1/bremen-propagiert-veggiday/>

11. [http://www.youtube.com/watch?v=nwF0\\_fTF0uQ](http://www.youtube.com/watch?v=nwF0_fTF0uQ)

12. « Schools encouraged to offer vegetarian lunches », *The China Post*, 13 mars 2010, <http://www.chinapost.com.tw/taiwan/national/national-news/2010/03/13/248063/Schools-encouraged.htm>

13. « Repas sans viande pour le bilan carbone », *DNA*, 29 janvier 2010, <http://www.dna.fr/articles/201001/29/repas-sans-viande-pour-le-bilan-carbone.strasbourg.000013362.php>

14. <http://diasemcarne.wordpress.com/>

15. AFP, « Moins de viande dans les hôpitaux est bon pour la santé de la planète selon un rapport britannique », 26 janvier 2009, [http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/20090126.FAP0845/moins\\_de\\_viande\\_dans\\_les\\_hopitaux\\_est\\_bon\\_pour\\_la\\_sante.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/20090126.FAP0845/moins_de_viande_dans_les_hopitaux_est_bon_pour_la_sante.html)

16. Gaëlle Dupont, « Moins de viande au menu des Britanniques », *Le Monde*, 22 décembre 2009, [http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/12/22/moins-de-viande-au-menu-des-britanniques\\_1283955\\_3244.html#ens\\_id=1284031](http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/12/22/moins-de-viande-au-menu-des-britanniques_1283955_3244.html#ens_id=1284031)

17. National food administration, *Environmentally effective food choices*, [http://www.slv.se/upload/dokument/miljo/environmentally\\_effective\\_food\\_choices\\_proposal\\_eu\\_2009.pdf](http://www.slv.se/upload/dokument/miljo/environmentally_effective_food_choices_proposal_eu_2009.pdf)

18. « Une journée sans viande dans les cantines ? », *RTL info Belgique*, 11 mars 2010, [http://www.rtlinfo.be/info/magazine/sciences\\_et\\_sante/312960/il-faudra-moins-de-viande-rouge-dans-vos-assiettes](http://www.rtlinfo.be/info/magazine/sciences_et_sante/312960/il-faudra-moins-de-viande-rouge-dans-vos-assiettes)

Le CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique des Pollutions Atmosphériques) évalue les émissions de GES en France. En se reportant au site de cet organisme<sup>1</sup>, on trouve des données périodiquement actualisées. Les estimations publiées lors de la mise à jour de février 2009 indiquent qu'en 2007, 444 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ont été émises en France. Pour des informations détaillées par gaz et par secteur, on peut consulter le rapport *Substances relatives à l'accroissement de l'effet de serre*<sup>2</sup>.

### Signification des estimations en « équivalent carbone »

Les gaz à effet de serre ont des potentiels de réchauffement global (PRG) différents. En utilisant des coefficients multiplicateurs, on convertit les émissions effectives des différents gaz (mesurées en millions de tonnes - Mt) en émissions équivalentes en carbone (CO<sub>2</sub>), ce qui permet d'homogénéiser et d'additionner les données. Les PRG (coefficients multiplicateurs) utilisés pour les gaz autres que le carbone sont ceux indiqués dans le rapport 2007 du GIEC. Ces indices sont différents selon l'horizon temporel choisi (20 ans, 100 ans, 500 ans...) car la vitesse à laquelle les GES sont éliminés dans l'atmosphère après leur émission est très différente selon les gaz considérés. Il est usuel de retenir l'horizon de 100 ans. C'est ce qui a été fait dans les estimations du CITEPA comme dans celles de la FAO<sup>3</sup>.

### Principaux secteurs émetteurs de GES en France selon le CITEPA

Pour 2007, le CITEPA indique que les 5 principales activités émettrices de GES en France sont les suivantes :

- 1 - Résidentiel 12 %
- 2 - Elevage 9,2 %
- 3 - Culture 9,1 %
- 4 - Poids lourds diesel 6,8 %
- 5 - Voitures particulières diesel catalysées 6,5%

Les 9,2% imputés à l'élevage peuvent sembler relativement rassurants : l'élevage causerait « seule-

ment » 9,2% des émissions de GES en France, alors que selon la FAO le chiffre est de 18% au niveau mondial, et cela bien que la France soit un pays où l'élevage est particulièrement développé. En réalité, on ne peut rien conclure de tel : les chiffres issus des deux organismes ne sont pas comparables car construits avec une méthodologie différente.

### CITEPA et FAO : définition étroite ou large de la contribution de l'élevage à l'émission de GES

Le CITEPA évalue les émissions de GES générées par l'**activité d'élevage** dans les exploitations agricoles qui le pratiquent. Quand on regarde le détail des chiffres associés à cette activité<sup>4</sup>, il apparaît que la part de l'élevage dans l'émission de GES n'est significative que pour deux gaz : le méthane (CH<sub>4</sub>) et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O). Les sources en sont la digestion des ruminants et les déjections des animaux<sup>5</sup> que ce soit sur les lieux de vie des animaux ou sur les lieux de stockage des fumiers et lisiers.

Dans *Livestock's Long Shadow* (2006), les experts de la **FAO** cherchent à évaluer les émissions de GES causées par l'ensemble du processus qui conduit à mettre des produits de l'élevage à la disposition des consommateurs<sup>6</sup>. Cela inclut les émissions de GES des **entreprises d'élevage mais aussi ce que qui se passe en amont et en aval** : les émissions de GES liées à la production des aliments destinés aux animaux, à leur transport jusqu'aux élevages, puis les émissions liées à la transformation, acheminement, réfrigération, de la viande et autres produits. Sont également imputées à l'élevage les émissions de GES liées à la transformation des sols : déforestation, désertification ou appauvrissement des sols dans certaines régions du monde en raison du surpâturage. Si en fin de compte, certains de ces éléments ne sont pas effectivement chiffrés, faute de données fiables à l'échelle mondiale, c'est bien une mesure globale du coût en émission de GES de la consommation de produits issus de l'élevage (d'animaux terrestres) qui est recherchée.

1. [http://www.citepa.org/emissions/nationale/Ges/ges\\_prg.htm](http://www.citepa.org/emissions/nationale/Ges/ges_prg.htm)

2. CITEPA, *Substances relatives à l'accroissement de l'effet de serre*, mise à jour de mai 2009, [http://www.citepa.org/emissions/nationale/Ges/Emissions\\_FRmt\\_GES.pdf](http://www.citepa.org/emissions/nationale/Ges/Emissions_FRmt_GES.pdf)

3. Le choix de l'horizon de 20 ans aurait pour effet de majorer le poids relatif des activités d'élevage dans les émissions de GES. En effet, l'élevage est la principale cause d'émission de méthane (En France, 79% du total des émissions de ce gaz sont imputables à l'élevage en 2007). Or, le méthane (CH<sub>4</sub>) a un fort pouvoir de réchauffement mais une durée de vie courte dans l'atmosphère (14 ans). C'est pourquoi le PRG du méthane à un horizon de 20 ans est de 72 (l'émission d'un Mt de méthane est équivalente à l'émission de 72 Mt de CO<sub>2</sub>) tandis qu'il n'est que de 21 quand on fait le calcul à un horizon de 100 ans. Ainsi, en utilisant les données du rapport du CITEPA cité en note 2 concernant les émissions des différents GES en Mt, et en les convertissant en équivalent carbone au moyen des PRG à 20 ans, on trouve que l'élevage est responsable de 23% des émissions de GES en France (2007) contre 9,2% quand on utilise les PRG à 100 ans.

4. CITEPA, *op. cit.*

5. La méthode du CITEPA est évoquée dans J-B Dollin et P. Robin, « Emissions de gaz à effets de serre en bâtiment d'élevage bovin », *journées AFFF*, 27-28 mars 2006,

[http://www.inst-elevage.asso.fr/html1/IMG/pdf/3698-Emissions\\_gaz\\_effet\\_serre\\_batim\\_elev\\_bov.pdf](http://www.inst-elevage.asso.fr/html1/IMG/pdf/3698-Emissions_gaz_effet_serre_batim_elev_bov.pdf)

6. *Op.cit.* chapitre 3, p. 91 et sq.

## SOMMAIRE

### **3 ... Viande, lait, oeufs, poisson**

#### **Production et consommation**

4 ... Produits végétaux et produits animaux dans l'alimentation humaine

5 ... Viande, lait, oeufs

7 ... Pêche, aquaculture

### **9 ... Élevage**

10 ... Santé publique

11 ... Sous-alimentation

13 ... Animaux

15 ... Effet de serre et déforestation

17 ... Gaspillage et pollution de l'eau

19 ... Argent du contribuable

### **21 ... Pêche et aquaculture**

22 ... La pêche

24 ... Les riches prennent aux pauvres

25 ... Les animaux aquatiques sont... des animaux

26 ... L'aquaculture

28 ... Subventions pousse-au-crime et politiques irresponsables

29 ... Réduire notre production et consommation d'animaux aquatiques

### **31 ... Quelles politiques pour réduire la part des produits d'origine animale dans l'alimentation ?**

32 ... Donner la place qu'il mérite au thème de la nécessaire réduction de la production / consommation de produits d'origine animale

33 ... Favoriser et accompagner la transition vers une alimentation plus végétale

36 ... Pour une politique mondiale de freinage des productions animales

### **37 ... Annexes**

37 ... Le jeudi végétarien de Gand et autres initiatives du même ordre

39 ... Émissions de GES en France